

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIÉ

PRIX : 60 centimes

N° 153. — 15 JUIN 1963

Les leçons de la victoire de Béziers

Claude BOURDET :

Le problème "noir"
des U.S.A. est surtout
un problème "blanc"

(Page 8)

Par la candidature
unique dès le 1^{er} tour
- que le PSU avait
proposée pour les
élections générales
- la gauche l'em-
porte sur l'UNR

Mais un accord
électoral, défen-
sif, ne suffit pas
pour abattre le
régime

Un accord sur le
programme est
indispensable

(Page 3)

A MILLAU, capitale du gant, grève totale...



Photo Tribune

Le rapport de la Cour des
Comptes : L'Administration
se critique et met en cause
tous les ministères

(page 5)

Pendant six jours, les
travailleurs de la gante-
rie ont appuyé leurs re-
vendications pour un ar-
rêt total du travail dans
l'unité d'action : C.G.T.,
F.O., C.F.T.C., ont coor-
donné le mouvement.

(Lire page 10.)

C'est beau, c'est généreux... ..la cinquième

Mordu par les rats un bébé de deux mois est mort. Sa sœur (5 ans) est grièvement blessée. La famille vivait dans une roulotte délabrée adossée au mur du cimetière d'Avignon. Le père est aide-monteur en chauffage. La famille attend un logement depuis des années. Qui sera puni pour cette triste fin d'un malheureux gosse ? Les gens au pouvoir qui préfèrent fabriquer des bombes atomiques plutôt que de construire des logements pour loger les travailleurs ? Non, personne ne sera puni.

Mais songez un peu à ce qui se serait passé si ces parents mal logés avaient refusé cet enfant promis à une mort affreuse. Le 29 mai la 16^e chambre correctionnelle du tribunal de la Seine a condamné des femmes qui s'étaient fait avorter. Quant au médecin et à l'infirmière qui avaient prêté leur concours — d'accord ce n'étaient sûrement pas des philanthropes, mais nos maîtres le sont-ils ? — ils ont écopé de 7 à 8 ans de prison ferme.

Beau régime, qui punit ceux qui refusent l'enfant conçu, mais ne donne pas de quoi protéger des rats l'enfant venu au monde.

Pour un coucher du général

« L'artisanat poitevin est à l'honneur. » Ainsi commence un article, paru dans « Centre-Pressé » du 28 mai, que nous a communiqué un camarade. Cet article nous donne fort obligeamment tous les détails de la préparation du coucher du Président de la République qui fera la grâce aux habitants de Poitiers de dormir dans leur ville, le 15 juin, après y avoir diné.

Le lit qui aura 2 m 20 de long et 1 m 50 de large sera de pur style Louis XVI. Le cannage devant être effectué à Paris, une entreprise spécialisée se rendra à Bagnoux où opère l'artisan poitevin qui aura l'honneur... — pour y emballer le précieux instrument qui sera ensuite expédié à Paris et qui reviendra enfin à Poitiers vers le 13 juin avec le reste du mobilier. Les pièces de celui-ci, en noyer massif, sont paraît-il de véritables chefs-d'œuvre.

Tout ce faste en faux royal — il y aura aussi un service de 250 pièces en porcelaine de Limoges et encore bien d'autres choses — nous ferait plutôt rire... si nous ne savions pas qu'il y a tant de malheureux en France. Mais le général ne sait peut-être pas qu'on manque de lits dans les hôpitaux.

Le père « Soupe » n'est pas généreux

Pour accompagner le général de Gaulle au cours de son voyage charentais, des journalistes et des techniciens ont été, naturellement, mobilisés.

Un conflit a failli compromettre la publicité du voyage sur les ondes de la R.T.F.

Le père « Soupe » de la R.T.F. ne voulait accorder aux journalistes reporters que la somme de 7 francs pour chaque repas, et 14 F pour la chambre. Il se refusait, de plus, à accorder plus de deux repas par jour et par personne, c'est-à-dire que le père « Soupe » ne prend pas le petit déjeuner du matin !

Sept francs, c'est peu. Il y avait bien la solution qui consiste à se mettre à deux

pour n'absorber qu'un seul repas, et à loger à quatre dans le même lit, ou à tour de rôle, ou encore à emporter, de Paris, des sandwiches pour tout le voyage.

Enfin, après quarante-huit heures de palabres, « Soupe » a convenu d'un arrangement. Il était temps, sinon les auditeurs et téléspectateurs eussent été privés de leur ration gaulliste sur les postes de la R.T.F. C'eût été dommage.

Selon que vous serez agent ou misérable...

L'affaire Loubet reste trouble : il était pendu trop bas dit la partie civile.

Le Tribunal de la Seine dira le 4 juillet si les agents Michot et Bouchailou qui brutalisèrent l'avocat parisien Libman pour avoir garé sa voiture sur un passage clouté sont « coupables ».

Le 13 juin on saura si l'agent Pingard qui sortit de force et frappa un automobiliste qui stationnait dans un endroit interdit est un ange.

En tout cas le policier Michel qui tua un garçon de 19 ans, Jacques Guillardau, pour quelques graviers qu'il avait jeté à un chat est libre : il a eu 5 ans de prison... avec sursis.

Quant aux deux « civils » qui invectiverent un policier trop sévère à leurs yeux, s'ils ont été « gratifiés » d'une peine moins longue du moins fut-ce une peine de prison... ferme.

Une histoire de timbre

Le 9 juin, l'Union Française des Centres de Vacances vendait sur la voie publique un timbre destiné nous apprenait un communiqué « à favoriser le départ d'enfants et d'adolescents peu fortunés en centres de vacances ». Ce n'est certes pas la première fois qu'une campagne de ce genre se produit, mais c'était la première fois que l'U.F.C.V. obtenait l'autorisation qui jusque-là était exclusive de la Jeunesse en Plein Air (J.P.A.). Pour ceux qui l'ignorent rappelons que la J.P.A. est un organisme laïque, l'U.F.C.V. un organisme catholique. La J.P.A. a toujours exposé son laïcisme bien réel. L'U.F.C.V., jamais sa nature d'entreprise confessionnelle (1). Si bien que son communiqué est passé partout comme lettre à la poste. Sans doute n'y avait-il aucune raison pour que la J.P.A. se réserve le monopole de la quête publique. Mais maintenant on ne voit pas plus pour quelle raison les colonies protestantes, israélites, communistes n'obtiendraient pas, elles aussi le droit de vendre publiquement un timbre destiné « à favoriser le départ d'enfants et d'adolescents peu fortunés en centres de vacances ».

(1) Ceux qui ont suivi un stage à l'U.F.C.V. ont ainsi pu se retrouver en sessions de formation près de prêtres ou de sœurs, aucun renseignement à l'inscription ne permettant avant de préciser la nature de l'U.F.C.V.

Respectez les étrangers S.V.P.

Bien des gens n'ont pas compris ou admis que la guerre d'Algérie est finie, que l'Algérie est indépendante et que les Algériens de France doivent être considérés au même titre que les citoyens américains ou britanniques.

Au premier rang de ces attardés on trouve, bien sûr, des policiers.

A Vernon, leurs tracasseries sont si désagréables et si nombreuses que la communauté algérienne a dû alerter la population et que les syndicats ouvriers ont demandé au préfet d'ouvrir une enquête contre « les agissements de la police vernonnaise ».

Mais que fait donc le ministre de l'Intérieur ? Réponse : il couvre...

La réponse de T.C.

Apparemment Guy Mollet juge de façon plus nuancée que Bothereau, la C.F.T.C. et les militants de la gauche chrétienne auxquels il vient de lancer un appel du haut de la tribune du Congrès d'Issy-les-Moulineaux.

« Témoignage Chrétien », vient de répondre par la plume de Claude Gault à cet appel du pied, en posant trois questions :

« 1. Pour que le dialogue s'engage avec la S.F.I.O., il serait nécessaire que celle-ci ait l'intention de procéder à quelques réformes de structures qui permettraient, d'une part, l'expression réelle des différents courants, d'autre part, une participation immédiate à la vie du parti, y compris de ses plus hautes instances » (allusion au délai provisoire exigé des nouveaux adhérents pour l'accession aux fonctions de responsable).

« 2. La S.F.I.O. aurait intérêt, afin de montrer qu'elle a réellement l'intention de faire du neuf, à procéder à quelques gestes spectaculaires. Abandonner, par exemple, ce vieux sigle dépassé ; à nouveau parti, il faudrait un nouveau vocabulaire.

Convaincre aussi Guy Mollet qu'il représente un passé révolu, marqué d'aventures pénibles ; à parti jeune, il faut des chefs jeunes.

« 3. Il faut, enfin, que les leaders et les militants de la cité Malesherbes aient bien conscience que les chrétiens attachés au socialisme n'accepteront pas de servir à l'opération de replâtrage de la S.F.I.O. Ils veulent autre chose. »

Qu'on se le dise à la cité Malesherbes !

Bothereau et l'unité syndicale

Robert Bothereau explique volontiers la raison d'être de Force Ouvrière, par la nécessité d'un syndicalisme différent de « celui que le communisme anime ou de celui que supporte la hiérarchie catholique ».

Ce qui est, juger les autres centrales de façon un peu simpliste. Toutefois Bothereau précisait dans ce style, un peu précieux qu'il a acquis avec l'âge, à propos d'une récente conférence de presse tenue par lui : « Mais nos interlocuteurs ont aussi senti que nous faisons des différences préférentielles entre ces deux formes. Qu'en serait-il d'une unité avec la C.G.T. si déjà se réalisait une jonction entre vous et la C.F.T.C. ? nous a demandé l'un d'eux, pour s'entendre répondre qu'en cas de réalisation de la première fusion il ne saurait être question de la seconde, parce que dans ce cas la C.G.T. cesserait bellement et tout naturellement d'exister. »

C'est toujours le rêve poursuivi par Bothereau d'une C.G.T. qui irait se rétrécissant comme une peau de chagrin (comme la C.G.T.U. d'autrefois).

Mais Bothereau d'ajouter : « Encore fallait-il dire que nous n'en sommes pas là. » Ce qui est vrai aussi pour l'unité avec la C.F.T.C., laquelle est considérée par le secrétaire de la C.G.T.-F.O. comme une simple excroissance de la démocratie chrétienne.

Affairistes, barbouzes et conscience

Le journal « Notre République » a été trop heureux de publier un petit écho fielleux qu'il attribue à Jacques Piette. Pour ce dernier, le P.S.U. serait composé de 15 ministres refoulés et d'une dactylo dont l'unique travail consiste à envoyer des communiqués à la presse.

Drôle ! Non. Pour « Notre République », nous dirons qu'effectivement, le P. S. U. ne compte pas, parmi ses membres, de barbouzes plus ou moins officielles, ni de fonctionnaires ministres capables de couvrir les matraquages d'ouvriers manifestant contre l'O. A. S. et ses amis. On ne trouverait pas au sein de l'U.N.R.-U.D.T., naturellement, des consciences assez pures et fortes pour protester contre les responsables des ratissages algériens, devenus généraux ou ministres.

Les jeunes militants du P. S. U., qui encadrent les quinze ministres refoulés ont un sens de l'honneur qui prête à rire au sein de l'U.N.R.-U.D.T. Ils n'accorderont pas, de ce fait de côtoyer M. Jacques Piette dont le socialisme ne trouverait pas son compte au P.S.U., le monde des affaires se situant au-delà de la rue Henner.

Balaye d'abord devant ta porte

Parlant devant le Congrès mondial de l'Alimentation, le 4 juin, le président Kennedy a proclamé que : « la guerre contre la faim est véritablement la guerre de libération pour l'humanité. »

Mais quel est donc ce pays dont les maîtres font le blocus économique de Cuba ? N'est-ce pas la République des U.S.A. dont le président est un certain Kennedy ?

LE BILLET DE JEAN BINOT

RIEN QU'UN FIL

On le sait depuis peu : un téléphone direct va relier le Kremlin à la Maison Blanche, un téléphone à l'abri des indiscretions, des encombrements et des sabotages, qui permettra aux deux illustres locataires de prévenir tout incident technique ou geste malencontreux — ou malentendu — susceptible d'entraîner d'autres incidents techniques...

En somme la paix va tenir à un fil, mais il y a lieu d'observer que ce fil est tout neuf et que son installation constitue un progrès sensible sur l'état de choses antérieur.

Reste à souhaiter que nul trublion en mal de publicité, que nul écrivain agitant les bras, donnant de la voix ou faisant éclater son pétard, ne vienne compromettre la communication.

LE DESSIN DE JEAN CHARLET

Pompidou a reçu les sportifs



Kopa a raison : il faut former une équipe au Palais-Bourbon.

BRAVO BÉZIERES !

MAIS LES ALLIANCES ÉLECTORALES DÉFENSIVES NE SUFFISENT PAS

AINSI que cela était prévisible, le communiste Balmigère, candidat unique de la gauche, dès le premier tour de scrutin, vient de l'emporter dans l'élection législative de l'Hérault, sur M. Valabrègue, U.N.R., candidat unique de la droite avouée et camouflée. En 1958, M. Valabrègue avait été élu, grâce à la division de la gauche. En novembre 1962, Balmigère avait triomphé du même adversaire au 2^e tour, en bénéficiant du désistement socialiste par 21.747 voix contre 20.491, soit une avance de 1.256 voix, puis avait été invalidé pour « excès de propagande » (sic), péché que, comme chacun sait, l'U.N.R. et son principal agent électoral, Charles de Gaulle ne commettent jamais, ni à la R.T.F., ni en aucun autre lieu ! L'avance de Balmigère a été portée le 9 juin à 8.365 voix (23.099 pour lui contre 14.734 pour M. Valabrègue). On a rarement enregistré un progrès aussi rapide dans un délai aussi bref !

On peut tirer de ces trois scrutins un certain nombre d'enseignements :

1° Lorsque la gauche est divisée, elle se condamne elle-même à l'impuissance, se rue à la défaite et ne laisse ensuite que le choix entre des gouvernements de droite et des gouvernements composés d'hommes dits de gauche qui pratiquent la politique de la droite, et pas seulement en matière « coloniale », suivant une jurisprudence que nous connaissons bien.

2° La candidature unique dès le 1^{er} tour de scrutin, que le P.S.U. avait — malheureusement sans succès — proposée à la fois au P.C. et à la S.F.I.O., lors des élections législatives générales, provoque une secousse bienfaisante, détermine l'option de bien des hésitants, et accroît les chances de succès. L'expérience prouve qu'en cas de candidatures multiples, en appliquant automatiquement la règle du maintien du candidat le plus favorisé, on peut, dans un même département, voir arriver partout en tête les représentants du même parti politique de gauche ou d'extrême-gauche.

Si les désistements s'opèrent à son seul profit, soit expressément, soit implicitement par une invitation aux électeurs de barrer la route au pouvoir personnel et à la réaction, un déchet est inévitable. A défaut de la solution idéale (la candidature unique dès le premier tour), la proportionnelle entre partis de gauche donnera des résultats beaucoup meilleurs. C'est au fond cette méthode que, sans l'appeler par son nom, on a adoptée dans l'Hérault. Le P.C. faisant preuve d'une rare virtuosité dans l'art d'oublier le passé, n'a pas hésité, en novembre 1962, à faire élire Jules Moch, qui avait cependant obtenu moins de voix

que son candidat. Et Jules Moch, avec sa légendaire puissance d'adaptation à toutes les tâches auxquelles il se consacre successivement, a participé avec vigueur à la campagne de Balmigère, également appuyé par notre vaillante fédération du P.S.U., et par les radicaux.

Aussi, le corps électoral de gauche n'a-t-il pas eu l'impression d'un effacement des socialistes et des républicains devant les communistes, mais d'une lutte commune dans tout le département contre l'U.N.R., dont l'élection partielle du 9 juin n'a été que la suite logique, dans la déplorable compromission avec les forces de conservation sociale qu'entraînait feu le cartel des non.

3° La rupture de ce cartel des non, beaucoup plus imposé à vrai dire par les faits, c'est-à-dire par le suffrage universel traduisant les aspirations contradictoires des classes, que par la volonté de certains dirigeants des partis traditionnels, l'abandon de certaines exclusives et l'improvisation d'alliances défensives contre l'U.N.R. et la réaction constituent des progrès que nous enregistrons avec satisfaction. Ils sont insuffisants pour mettre sur pied la coalition qui, demain ou après-demain, prendra la succession du régime gaulliste.

La position moyenne qu'a adoptée le congrès S.F.I.O. : ne pas négocier avec les communistes, mais accepter leur éventuel soutien, ne sera pas longtemps tenable. Tout au plus permettra-t-elle une transition entre le « jamais » d'hier et le « bientôt » que, s'il faut en croire les éternels optimistes que sont, en cette matière, les leaders du P.C., dicteront les circonstances. Mais quel avantage y a-t-il à attendre le dialogue qui, de toute manière, devra être instauré ? Refuser toute discussion avec d'inévitables partenaires, même et surtout s'ils ne sont pas toujours commodes, n'est pas sérieux. On ne supprime ainsi aucune difficulté et on en ajoute quelques-unes en supplément.

Une double négation, ni résurrection de la 3^e force (y est-on vraiment décidé ?), ni « démocratie populaire », ne constitue pas un programme, ne définit même pas une tactique. Il ne suffit pas de dire ce qu'on ne veut pas, mais il faut avec précision, et en termes concrets, dire ce qu'on veut. Ne nous y trompons pas : la plus belle série de victoires électorales arrachées par une gauche enfin unie, et même, si on entendait enfin nos appels, dès le 1^{er} tour, serait suivie des pires désillusions si on n'avait pas mis sur pied un programme de gouvernement et indiqué sur quelles forces on entend s'appuyer pour

vaincre les résistances aisément prévisibles qu'on rencontrera sur la route.

L'évolution des partis politiques voisins et les discussions qui se déroulent chez eux prouvent combien nous avons eu raison de lancer, dès notre congrès de Clichy, les mots d'ordre de Front socialiste. La gauche ne vaincra désormais que si, au lieu de se livrer à des jérémiades devant le « mur d'argent », elle renverse les obstacles dressés par le capitalisme sur la route de la démocratie socialiste, cette seule forme possible de la démocratie moderne (l'autre terme de l'alternative étant la technocratie). Certains se sont opposés à l'indépendance du peuple algérien, ont célébré en termes lyriques leur entrevue avec de Gaulle de mai 1958, en un lieu que nous avons baptisé « Canossa les deux églises », voté et fait voter pour le général comme chef de gouvernement puis comme président de la République contre le doyen Chatelet, préconisé des regroupements centristes, frappé d'exclusives une partie de la gauche. Ils abjurent aujourd'hui ce passé, en affirmant qu'ils ont été... trompés, mais ne sont pas déshonorés parce qu'ils n'étaient pas consentants.

Aussi peu soucieux que nous soyons de prolonger les polémiques, nous devons dire que nous ne comptons pas sur leur seule clairvoyance pour regrouper et guider aujourd'hui la gauche française. Le P.S.U., lui, a toujours été un facteur d'unité et, ce qui n'est pas moins important, de renouveau : l'unité, derrière des appareils sclérosés et toujours en place, ne serait pas une condition suffisante de la victoire. Le P.S.U., lui, n'a pas attendu 1962 pour dénoncer les méfaits du gaullisme. Le P.S.U. n'a pas été trompé et n'a trompé personne. Il n'a ni nourri ni entretenu la moindre illusion sur le régime né du coup de force du 13 mai 1958. Sa voix est plus que jamais nécessaire.

N'en déplaise à ceux qui se réjouiraient de son affaiblissement, nous saurons prendre toutes les mesures nécessaires pour qu'il la fasse entendre avec plus de vigueur et d'autorité que jamais. M. Frey a déclaré au congrès U.N.R. de Strasbourg : « Nous souhaitons très sincèrement que face au bloc cohérent que nous sommes s'affirme un autre bloc tout aussi cohérent qui nous dispute le droit de gouverner le pays. » C'est une satisfaction que nous ne pouvons lui refuser, étant bien entendu qu'il ne s'agit pas de préparer un simple changement de gouvernement, mais un changement de régime politique, économique et social.

Eduard Depreux.

LE PROCES DES TORTIONNAIRES

Le Bureau national du P.S.U. adresse au jeune soldat Zaruski, frappé de 60 jours de prison pour avoir refusé de présenter les armes au général tortionnaire Massu, l'expression de sa sympathie et de sa solidarité.

Le B.N. du P.S.U. appelle tous les démocrates à soutenir ce jeune homme, qui a commencé le 27 mai la grève de la faim non pas pour obtenir la levée des sanctions, mais pour exiger d'être jugé par un tribunal militaire lui donnant la possibilité d'expliquer son acte.

Si le gouvernement persistait dans ses atermoiements à ce sujet, mettant en péril la vie de Zaruski, il serait clair que l'on ne veut pas d'un procès qui, plutôt que celui d'un jeune soldat, pourrait être celui de la torture.

APRÈS LE CONGRÈS DE LA S.F.I.O.

Le Bureau national du P.S.U. communique :

Le congrès national de la S.F.I.O., qui s'est tenu à la Pentecôte, confirme l'évolution que ce parti esquisse depuis quelques mois. L'orientation du type Troisième force qui aboutissait à faire le jeu de la droite et de l'extrême-droite a succombé sous les coups du gaullisme et les dirigeants socialistes se sont vus dans l'obligation de rechercher une autre orientation politique. Ils ont cru la trouver en redonnant de l'importance au thème de la démocratie socialiste et des réformes de structure. Il ne faut pas se dissimuler, cependant, que cette évolution reste bien timide et qu'elle n'exclut pas des retours

en arrière, ou la perspective d'un nouveau centrisme, dont la caractéristique serait cette fois d'être soutenu de l'extérieur par le parti communiste. Si cette voie devait être suivie, le risque serait très grand de voir s'enliser le mouvement actuel des masses populaires vers une plus grande combativité et vers l'unité. Le B.N. estime en conséquence que la lutte pour l'unité des forces populaires, de la base au sommet, et sur un programme liant le remplacement du régime gaulliste à une transformation radicale de la société doit être poursuivie. Le congrès de la S.F.I.O. a été une étape, mais c'est une étape dépassée par la réalité du courant unitaire et de ses aspirations profondes.

LE CONSEIL NATIONAL (22 et 23 juin 1963)

AURA LIEU
8, avenue Mathurin-Moreau
Paris, 19^e - Métro C.-Fabien
(et non
rue de la Grange-aux-Belles)

L'unité des mineurs a fait leur force, l'unité syndicale fera notre force à tous.

Bandeau 20 x 50
Prix : 0,06 F pièce. C.C.P. 58-26-65
Payer à la commande :
54, boulevard Garibaldi, Paris

" LA VERITABLE REFORME DE L'ENSEIGNEMENT DOIT ETRE FONDEE SUR LE PLAN LANGEVIN-WALLON "

A l'occasion de la clôture du Congrès de la Fédération des Conseils de parents d'élèves des écoles publiques qui s'est tenu à Toulouse les 1, 2 et 3 juin 1963, M^e Jean Cornec a bien voulu recevoir l'envoyé de « Tribune ».

— D'abord, qui êtes-vous ?

« Des parents d'élèves qui ont pris conscience. Aujourd'hui, le fait social « parents d'élèves » est devenu une réalité, avec laquelle chacun doit compter. »

— Mais, plus précisément, qu'est votre Fédération ?

J'ai l'impression qu'il règne, parmi les organisations « parents d'élèves » une certaine confusion : c'est en tout cas l'impression que l'on a de l'extérieur.

« Il n'est pas douteux que les mouvements « parents d'élèves » ont évolué de façon assez anarchique et que certains s'attachent encore aujourd'hui à entretenir la confusion à des fins qu'il est trop facile de deviner.

Mais, en réalité, les choses sont très simples et très nettes : il y a d'une part notre Fédération, dont je vous rappelle le titre exact : « Fédération Nationale des Conseils de Parents d'élèves des écoles publiques », et, d'autre part, les autres.

Je vous rappelle que nous groupons les parents dont les enfants vont en classe, depuis la maternelle jusqu'aux classes préparatoires aux grandes écoles.

Nous sommes de très loin la Fédération la plus puissante, par le nombre de ses adhérents (plus de 900.000 familles) et par ses moyens d'action. »

— Quelles sont alors les bases de cette action ?

« Pour nous, République et Démocratie ; République ou Laïcité sont des termes indissolubles, et c'est pourquoi nous nous distinguons essentiellement des autres organisations de parents d'élèves, par notre attachement forcé à la démocratisation de l'enseignement, à la nationalisation de l'Université et au rétablissement de la laïcité de l'Ecole et de l'Etat.

Cela suffit amplement à nous distinguer des autres organisations. »

— Par exemple ?

« La Fédération des lycées et collèges (Président, M. Léotard, maire de Fréjus, candidat indépendant aux élections législatives) s'est longtemps illustrée par son hostilité systématique à la réforme de l'enseignement, par son refus d'une collaboration étroite des parents et des maîtres, au sein de nos associations ; par son conservatisme déclaré ; par son acceptation de la législation antilaïque. Ce qui a permis récemment au journal « Le Pèlerin » de saluer en ces termes un heureux événement : « Aussi faut-il saluer la fondation récente d'une nouvelle fédération destinée aux parents des élèves de l'enseignement primaire, la Fédération Carnet qui, ayant signé un protocole avec la Fédération Léotard, professe, comme elle, une laïcité de bon aloi. »

Ne trouvez-vous pas la formule savoureuse ?

Conclusions du Congrès des Parents d'élèves des écoles publiques réuni à Toulouse

— Votre 17^e Congrès vient de se réunir à Toulouse ? Quelles sont vos impressions ?

« Elles sont excellentes. Nous avons apporté une fois de plus, et d'une façon peut-être plus décisive que jamais la preuve de la valeur de nos structures et de la qualité de nos militants.

En présence des représentants des différents syndicats d'enseignants adhérant à la Fédération de l'Education Nationale (S.N.I., S.N.E.S., S.N.E.T.) nos 360 délégués départemen-

moins deux années, ouvert à tous les élèves ayant suivi normalement leur scolarité jusqu'à la fin du Cours moyen 2^e année, reposant sur cette assise fondamentale qu'est l'enseignement élémentaire, et comprenant une période suffisante d'enseignement commun, qui permettrait a priori, de donner à chaque enfant toutes les possibilités correspondant à toutes ses aptitudes ;

— Sans la mise en place, à l'issue de ce cycle et dans le cadre du seul ministère de l'Education nationale,



(Photo Tribune.)

« Il faut offrir aux enfants toutes leurs chances dans la vie. »

taux ont discuté avec passion des multiples problèmes qui se posent maintenant au mouvement parents d'élèves. Et après avoir approuvé, finalement à l'unanimité, le rapport d'activité de notre nouveau secrétaire général Louis Desbordes ont défini dans la résolution générale, dont voici quelques extraits, l'essentiel de notre doctrine :

• Démocratisation

— Refuser toutes mesures qui ne s'inscriraient pas dans un plan d'ensemble ;

— Dénoncer les modifications qui, présentées comme des réformes, maintiennent la préorientation, la présélection, et les ségrégations sociales ;

— Faire triompher, dès lors, la seule solution logique et humainement souhaitable de la véritable réforme de l'enseignement, l'audacieuse, généreuse et complète qui, fondée sur les principes du Plan Langevin-Wallon, est seule capable d'offrir aux enfants toutes leurs chances dans la vie, de donner aux éducateurs la possibilité de faire de leurs élèves des hommes, au sens le plus noble et de permettre à la Nation de s'adapter à l'extraordinaire évolution du monde.

Cette réforme ne peut se concevoir :

— Sans l'organisation d'un cycle d'observation et d'orientation d'au

des diverses formes d'enseignement communiquant entre elles par de larges « passerelles » autorisant, dans tous les sens, les inéluctables correctifs d'orientation ;

— Sans que soit prévu pour les enfants et adolescents handicapés, inadaptés ou en difficulté momentanée, un ensemble d'établissements publics spécialisés qui leur donneront, à eux aussi, toutes les chances et leur faciliteront une insertion sociale faisant d'eux des citoyens participant activement à la vie de la cité ;

— Sans que soient mises en œuvre toutes les mesures sociales indispensables pour assurer, à tous les stades de la scolarité, l'égalité effective entre tous les enfants : gratuité des études, fournitures, restaurants d'études, internats, transports et bourses, présalaire.

• Expansion

— Reconnaître enfin à l'Education nationale la priorité qu'elle doit avoir en la dotant d'un budget à la mesure de ses besoins, qui permettrait en particulier :

a) De réaliser un vaste plan d'équipement, cohérent, correspondant aux besoins réels dans tous les domaines et depuis l'école maternelle jusqu'à l'enseignement supérieur, levant ainsi le poids des discriminations géographiques et sociales dont sont trop souvent victimes les enfants et les adolescents ;

b) De résoudre le dramatique problème de l'insuffisance du personnel enseignant, en nombre et bientôt peut-être en qualification, notamment par :

— L'augmentation massive des places offertes pour tous les établissements de formation de maîtres ;

— Et la revalorisation substantielle d'une fonction qui assume la responsabilité de la formation de la jeunesse ;

c) D'aboutir à confier à chacun de ces maîtres un effectif de 25 élèves, sans lequel il est impossible de donner un enseignement de qualité respectant les personnalités différentes des élèves.

En ce qui concerne l'année en cours, le Congrès dénonce avec force l'insuffisance criante du budget de l'Education nationale, s'élève contre la scandaleuse habitude qui veut que tous les crédits ne soient pas même utilisés en totalité.

Il dénonce en outre les dispositions du décret du 27 novembre 1962 qui imposent de trop lourdes charges aux collectivités locales pour la construction des établissements du Second degré et du Technique, alors que cette charge financière devrait incomber à l'Etat seul.

— Voilà un programme qui, s'il est tenu sera chargé et je pense efficace ?

« Vous pouvez être certain qu'il sera tenu : à tous les échelons nos structures sont maintenant bien en place et les parents sensibilisés par nous à ces problèmes et conscients de leur gravité, sont décidés à faire aboutir des revendications d'autant plus légitimes qu'elles n'ont aucun caractère égoïste, mais concernent leurs enfants et l'avenir de notre pays. »

— N'est-ce pas aussi de cet avenir que s'est occupé le Congrès quand il a étudié le problème de « l'enfance handicapée » ?

« Bien sûr, car tout se tient. Le rapport que nous a fait sur cette question, le docteur Jean Porterie, en utilisant les résultats d'une vaste enquête statistique et les réflexions apportées sur le sujet, tant par des spécialistes que par des parents, constitue un véritable monument d'une qualité exceptionnelle : il ne se contente pas de dresser le bilan des carences en la matière (et vous savez comme ce bilan est lourd, tant on a peu fait pour les 1.600.000 enfants handicapés) mais il s'efforce de dégager de grandes idées pour trouver des solutions à ce problème tragique et il pose deux principes essentiels :

Le premier, c'est que le problème de l'enfance handicapée est essentiellement un problème d'école et non un problème médical.

Il est temps que cesse l'éparpillement entre de multiples services publics ; il est temps d'enlever aux techniciens le monopole de la question : « C'est au ministère de l'Education nationale, a conclu Porterie qu'il appartient de prendre en charge la création d'écoles spécialisées en nombre suffisant, au lieu de mendier l'aumône au ministère de la Santé, à la Sécurité sociale et aux autres administrations. »

Et d'autre part, élevant le débat dans un syle absolument extraordinaire, dans une forme remarquable, dans une motivation particulièrement précise, le docteur Porterie a démontré, comme la solution de ce problème, comme celle des autres problèmes d'éducation, imposait la démocratisation et la laïcité. »

— En résumé, quels sont les résultats du congrès ?

« En résumé, dans un monde difficile, dans une situation nationale incontestablement contraire, nous tirons de ce Congrès et de notre action quotidienne de très réelles raisons d'optimisme ; elles seront encore plus vives si tous les parents d'élèves inorganisés ou égarés dans d'autres organisations se décident rapidement, comme nous les y avons conviés à Toulouse, à rejoindre nos rangs et à militer et à combattre avec nous, pour l'avenir de nos enfants et de la Démocratie. »

(Interview recueillie par Dominique Laury).

Melun : la politique militaire gaulliste et ses conséquences

Les lecteurs de T.S. sont cordialement invités à la conférence-débat qu'organise la section de Melun, le vendredi 21 juin, à 20 h. 45, salle de la justice de paix (mairie), et au cours de laquelle Guy Desson traitera le sujet suivant : « La politique militaire gaulliste et ses conséquences. »

Voici enfin réédités dans une magnifique édition illustrée tous les chefs-d'œuvre d'ERCKMANN-CHATRIAN



GRATUITEMENT
et sans engagement de ma part votre brochure illustrée de 16 pages sur les chefs-d'œuvre d'Erckmann-Chatrian

Nom Prénom
Adresse

BON à adresser à la
LIBRAIRIE PILOTE
30, rue de Grenelle 7^e

Le rapport public de la Cour des Comptes met en lumière la grande pagaye administrative

La Cour des Comptes a récemment diffusé son célèbre « Rapport public au chef de l'Etat ». On sait que ce document résume les constatations faites et les impressions dégagées par la Cour à l'occasion des jugements qu'elle prononce sur les comptes : la Cour des Comptes est en effet d'abord un tribunal, et son rapport public est seulement l'ensemble des critiques qu'elle souhaite formuler en dehors de la seule justification de ses arrêts.

Ce document est d'un usage malaisé. Il n'est que de lire *L'Aurore* pour être éccœuré de l'usage que peut faire une droite démagogue et sans scrupules d'un rapport rédigé par des fonctionnaires en vue d'abord d'améliorer le fonctionnement d'ensemble de l'Etat.

La pagaye administrative classique

Le P.S.U. ne donnera pas dans ce travers : avant d'examiner comment marche l'Etat, nous rappellerons que, pour nous, l'appropriation publique des moyens de production demeure, en tout état de cause, préférable à l'appropriation privée, que le scandale énorme que constitue la spéculation foncière doit être aboli par la nationalisation du sol urbain, etc. En outre, le fait que l'administration se critique soi-même, et on va voir comment, est un élément de démo-

cratie que le patronat se garde bien d'imiter.

Ceci dit, qui était indispensable, voyons de quoi il retourne.

Les critiques formulées par la Cour des Comptes sont très sévères. Exprimées sur 135 pages, elles mettent en cause pratiquement tous les ministères. Il est impossible d'en donner le détail. On peut, avec un peu d'arbitraire, les regrouper sous trois rubriques distinctes :

La paresse, l'inertie, l'imprudence, ou, pire, la concussion, sont de tout temps et de tous pays. Elles se développent à la mesure des insuffisances du contrôle. Elles se multiplient lorsque les services sont insuffisamment équipés pour répondre correctement à leur mission.

La Cour constate ainsi que, dans la Seine, quatre sur cinq des amendes résultant de condamnations judiciaires ne sont pas recouvrées. Elle a découvert que des coupons de rente d'une valeur totale de 74 millions d'anciens francs ont été payés deux fois. La firme Facel s'est vu octroyer, à titre d'aide à l'exportation de la voiture Facellia, des facilités démesurées, accordées sans aucune garantie soit prise, et sans que la situation de l'entreprise soit suffisamment étudiée.

De la même manière, divers régimes autonomes de Sécurité sociale apparaissent gérés dans des conditions fort critiquables : 30 % des cotisations dues par certaines professions à l'Organisation autonome na-

tionale du commerce et de l'industrie ne sont pas recouvrées. Les artisans retraités ont perçu irrégulièrement un milliard d'anciens francs, la Mutualité sociale agricole donne le fâcheux exemple d'un désordre assez général, etc.

Tout ceci est grave et doit trouver remède. Mais la Cour a relevé d'autres défauts des services d'Etat, qui s'expliquent davantage par une situation peut-être temporaire.

Des services dépassés par l'expansion

Entre les deux guerres, la population de la France était stagnante, elle avait même commencé à diminuer. Le revenu national était lui aussi stagnant : l'activité ne progressait pas et les services se suffisaient à eux-mêmes en travaillant dans la routine.

Aujourd'hui, tout a changé : il faut, dans les dix ans qui viennent, construire autant d'établissements d'enseignement supérieur qu'on en a construit depuis Charlemagne, il faudrait doubler le nombre des lycées en 20 ans, augmenter de moitié celui des hôpitaux, etc.

Dans tous ces domaines, les services ne sont absolument pas capables de s'adapter à des changements de cadence aussi rapides.

Résultat : les prévisions budgétaires sont mauvaises tant en recettes qu'en dépenses, des masses considé-

rables de crédits sont reportées ou transférées. En 1960, près de 40 % des « autorisations de programme » du ministère des Travaux publics n'ont pas été utilisées, à l'Education nationale, l'ordre de grandeur dépasse 50 %. La Santé publique, les Armées, la Construction et l'Agriculture sont elles aussi incapables de dépenser toutes leurs dotations budgétaires.

Il s'agit là d'un problème énorme et très grave. On a déjà assez de mal à obtenir les crédits : si la moitié restent inutilisés, l'amélioration de la dotation ne sert plus à rien. Les causes sont nombreuses : pas assez de projets prêts, procédures administratives trop compliquées, insuffisante déconcentration, notamment à l'Education nationale, etc. A ce niveau, le problème est politique plus encore qu'administratif. La décentralisation des structures d'exécution est indispensable.

Des règlements administratifs surannés

Bien souvent, des errements administratifs s'expliquent par le fait que les règlements en vigueur sont devenus inapplicables, parce que trop anciens ou trop compliqués.

Pour s'affranchir des servitudes imposées aux marchés publics, notamment par le système de l'adjudication, des services admettent l'entente de leurs fournisseurs, luttent insuffisamment pour obtenir des prix corrects, négligent de faire appel à la concurrence.

De la même manière, de très nombreux organismes de recherche dépendant de l'enseignement supérieur, ont sollicité et obtenu des statuts d'autonomie qui aboutissent pratiquement à interdire tout contrôle. De nombreux membres de l'enseignement supérieur sont comptables de fait, c'est-à-dire gèrent sans avoir le droit de le faire, des fonds versés à leurs organismes, par des services publics ou des entreprises, pour services rendus.

Là encore, la modernisation et la simplification de l'administration sont les seuls moyens de mettre fin à ces pratiques très fâcheuses.

Le rapport de la Cour apporte des éléments utiles à l'information de l'opinion sur le fonctionnement de l'Etat. Mais les suites qui y seront données ne sont pas de la compétence de la Cour : elles relèvent de l'Assemblée nationale. Le contrôle et la réforme permanente de l'Administration sont un des éléments essentiels de la démocratie.

Georges Servet.

SACHEZ AUSSI QUE...

Jean-Claude PAUPERT à Fresnes depuis trois ans

On a commencé, en France, à oublier la guerre d'Algérie. On oublie aussi que pour certains Français, elle n'est pas terminée.

L'Algérie est libre — ces hommes sont en prison — et ce n'est même plus pour le principe de leur action : c'est par le hasard d'un décret. On sait que s'ils avaient été musulmans, ou s'ils étaient nés en Algérie, leur amnistie serait aujourd'hui chose faite.

Ce sont : Michel Bachelet, Jean-Jacques Brochier, Nicole Brochier, Claude Duhamel, Henri Kazmierczak, Gérard Marliot, Gérard Meier, Jean-Claude Paupert.

Si nous parlons tout particulièrement de Paupert, c'est parce qu'il a été un des premiers à apporter des témoignages sur la torture, parce que beaucoup d'entre nous l'ont connu et que nous sommes les mieux placés pour le comprendre.

Nous souhaitons une initiative semblable pour chacun des autres « oubliés ». Il y a plus de trois ans que Jean-Claude Paupert est à Fresnes...

Trois ans... Si nous le laissons là, ce sera dix années : celles-là mêmes où l'on établit le plus solidement son existence, à la fin desquelles on ne peut compter le temps qu'il devra perdre à se refaire une place dans le monde qui l'aura si parfaitement délaissé.

Nous n'acceptons pas cela. Tant que ces hommes seront en prison nous ne pourrions être d'accord avec nous-mêmes, puisque cette injustice est encore celle que nous

combattions au temps de la « pacification » :

Nous exigeons pour Jean-Claude Paupert et les autres « oubliés » la libération immédiate et l'amnistie.

Charleville :

Piteuse parade du Trinquier-Circus I
(De notre correspondant à Charleville : Elie Gilquin.)

Dimanche 26 mai, après avoir sonné le ban et l'arrière-ban de ses partisans, l'ex-colonel Trinquier était venu présider le congrès départemental des Anciens Combattants de l'Union française, qui se tenait dans la salle du Foyer social, à Charleville.

Les effectifs étaient sque-

lettiques : vingt-cinq adhérents présents dans la salle, dont la plupart étaient venus de l'extérieur du département. On comptait un peu sur les personnalités officielles pour faire nombre, mais hélas, celles-ci avaient préféré répondre à l'invitation de la fédération concurrente — dissidente et très gaulliste — de la même A.C.U.F., qui tenait congrès le même jour à l'hôtel de ville de Mézières devant une assistance à peine plus nombreuse.

D'entrée de jeu, pour rengorner ses troupes, Trinquier se lança dans un discours échevelé, s'en prenant en vrac au régime, aux gendarmes, à l'opposition de gauche et manifestant sa sympathie à l'O.A.S.

A l'issue de la réunion, et

avant de se rendre à la messe traditionnelle, Trinquier le tortionnaire, Trinquier le mercenaire de Tschombé lança ses rescapés à l'assaut... des affichettes manuscrites dont le P.S.U. avait tapissé les abords du Foyer social pour rappeler les « titres de gloire » du chef des « Affreux ».

On apprenait quelques jours plus tard que le torchon brûlait dans la boutique et que le sieur Larzillière, vice-président départemental du mouvement, éccœuré par la piteuse parade du Trinquier-Circus, venait d'adresser sa démission par lettre recommandée.

Après un tel succès, parions que Trinquier ne s'exhibera plus de sitôt dans les Ardennes.

Communiqué.

CONFORT, ÉLÉGANCE ET PANTALONS

NE vous demandez pas plus longtemps si, pour le prochain week-end, vous emporterez une robe de toile ou un ensemble de lainage.

Quand le printemps est fait d'incertitudes météorologiques, il n'y a qu'une seule manière de ne pas se tromper : partir en pantalon.

C'est ce que font 70 % des Parisiennes. Parmi elles, 30 % pensent d'abord : « Je veux être à l'aise ». Elles achètent, sous prétexte de confort, des pantalons qui s'apparentent davantage à la salopette des jardiniers qu'à la tenue de détente. 40 %, au contraire, choisissent l'élégance à tout prix (et souvent à n'importe quel prix), quitte à ne pas pouvoir, ensuite, monter dans un bateau ou s'asseoir dans l'herbe sans se ridiculiser.

A mi-chemin

Pour venir en aide aux unes et aux autres, « Sport Service » a réuni des pantalons qui se situent à mi-chemin entre l'article de sport et le modèle haute couture : — *élégants*, ces pantalons sont fabriqués dans des tissus prestigieux : élastiss, soie, lin, coton longues fibres, etc. Leur forme et leurs coloris spécialement raffinés en font des modèles pleins d'allure. — *pratiques*, ils ont été sélectionnés dans un esprit jeune et sportif pour leur coupe et leur matière première qui permettent tous les mouvements.

● Pas chers (du tout)

le simple pantalon en toile de coton uni, parfait pour toutes les bricoleuses, il ne vaut que 10 F et existe en bleu foncé, rouge franc et paille. Le « skinner » en popeline beige, exceptionnellement : 30 F.

● Pas croyable (parce que trop parfait).

l'impeccable pantalon en fin pied de poule noir et blanc élastiss, avec sous-patte invisible. Se marie avec tous les hauts et existe en trois longueurs de jambes différentes. 70 F.

● Pas ordinaire,

le pantalon pour le soir, en élastiss de soie gris argent ou vieil or, il sera utilisable pour l'après ski. 115 F.

Ce ne sont là évidemment que quelques modèles pris parmi un étonnant rassemblement. Il existe, par exemple, 150 pantalons différents pour la taille 42 et le choix, dans ce domaine, est souvent le facteur le plus sûr de perfection.

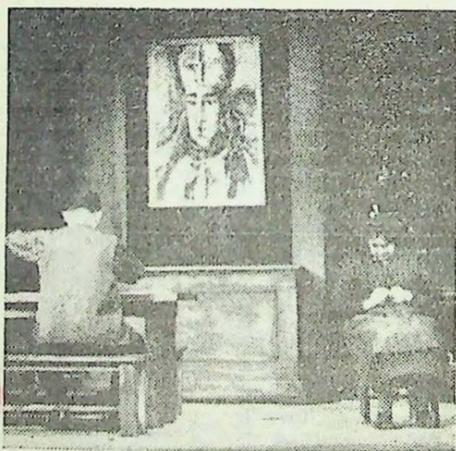
Sport Service, 6, avenue du Maine (LIT. 19-39).

LE THEATRE en banlieue : CHARLES XII

DU 15 au 23 juin, Aubervilliers vivra son III^e Festival, prélude à l'inauguration, l'année prochaine, d'un Centre culturel permanent. Après « La Tragédie optimiste », de Vichnievski, « L'Etoile devient rouge », de Sean O'Casey, c'est une chronique historique d'Auguste Strindberg, « Charles XII », que les habitants de cette énorme commune de banlieue, à la population aussi dense que celle de la ville de Bordeaux, pourront ainsi découvrir. Ils le devront à la ténacité d'un jeune animateur, Gabriel Garran. Avec lui, avec Denis Bablet, attaché de recherches au C.N.R.S., auteur d'une étude fondamentale sur « Gordon Craig » (éd. de l'Arche), responsable de la publication, ces jours-ci, aux éd. du C.N.R.S., d'une série de textes de Vilar, Piscator, Dort, Francastel, etc., consacrée au « Lieu théâtral dans la société moderne », nous avons évoqué à travers l'expérience d'Aubervilliers la situation plus générale de ce qu'on nomme « théâtre populaire ».

Enfin, René Allio — peintre, décorateur régulier du Théâtre de la Cité, scénographe, auteur de divers projets de théâtre dont celui de Villeurbanne — exposera les solutions adoptées pour la conception du centre culturel d'Aubervilliers.

T. S. — *Je serai volontairement provocatrice la première remarque. On a le sentiment que le théâtre n'intéresse plus grand monde.*



(Photo Tribune.)

L'an dernier, Aubervilliers avait vu L'Etoile devient rouge de Sean O'Casey.

Qu'il appartient au passé, qu'il ne concerne plus du tout les jeunes, essentiellement entichés de cinéma. Est-ce que vous partagez cette impression ?

G. Garran. — C'est vrai que les jeunes ont du mal à embrayer. Je citerai un exemple récent. Une réunion pour laquelle 350 convocations avaient été envoyées... et qui rassemblait 3 jeunes. Mais cela ne signifie pas grand-chose. Huit jours avant, une autre assemblée comptait 60 présents. Cette fois, elle avait été préparée par un responsable d'organisation. On oublie le rôle des responsables. De leur dynamisme dépend la réussite ou non du travail avec les jeunes. Dès le début de notre expérience d'Aubervilliers, nous avons essayé d'y associer les jeunes.

Une implantation très importante

T. S. — *Le groupe Firmin-Gémier qui fut le support du premier festival existait avant lui ?*

G. Garran. — Oui. Cela a débuté par un cours dramatique que je dirigeais là-bas. Le noyau originel s'est peu à peu élar-



Une séance de travail avec Gabriel Garran, à l'extrême

gi à une cinquantaine de jeunes, enseignants, étudiants, employés, ouvriers. Nous avons monté cette troupe Firmin-Gémier, du nom de l'ancêtre du théâtre populaire, originaire d'Aubervilliers. Aujourd'hui, nous avons 130 membres, et cela ne va pas sans créer quelques petits problèmes. Ceux qui militaient dans une organisation politique, syndicale, se consacrent plus au théâtre.

T. S. — *C'est le conflit classique, qui explique (en partie) les réticences des syndicats devant les associations culturelles.*

G. Garran. — Aujourd'hui, nous avons un centre de formation à Aubervilliers. Deux de nos jeunes suivent les cours professionnels du Centre de la rue Blanche. En dehors de l'aspect purement théâtral, cette implantation est très importante. Je veux dire le soutien des jeunes d'Aubervilliers à une entreprise à laquelle ils participent lui permet un rayonnement considérable. L'année dernière, nous avons ainsi atteint deux grosses boîtes de la métallurgie.

Revenons au cinéma. Je ne suis pas sûr que vous qu'il connaisse le succès que vous dites. Pour reprendre une formule que j'entendais l'autre soir, « les mythes nouveaux sont portés par le music-hall.

T. S. — *Même pas. Par le disque, oui. L'industrie du disque.*

G. Garran. — Et c'est avec des moyens comparables qu'il nous faut lutter : affiches, tracts, publicité, etc., en adoptant de nouveaux moyens.

T. S. — *Le pouvons-nous. Le disque est un produit à vendre. Un*

produit dont le contenu est ce qu'il est et qui importe peu. Vous voulez vendre du contenu. Vous ne pouvez lutter sur ce terrain.

Il n'y a pas de théâtre de classes

Denis Bablet. — Je voudrais m'élever contre un nouveau snobisme qui veut que, puisque les « mass média » atteignent le plus grand nombre, les meilleurs éléments de chaque classe se réservent un moyen d'expression pour eux, un théâtre à leurs mesures. Bernard Dort a défendu des positions de ce style au colloque de Royan sur « le lieu théâtral dans la société moderne ».

G. Garran. — Je suis hostile à cette thèse. Il faut absolument atteindre un public large. Systématiquement, il faut le chercher. Nous l'avons fait à Aubervilliers en visitant les boîtes, les associations, les habitants de tous les quartiers. Dans quinze jours, nous organisons une lecture du 2^e acte de « Charles XII » devant 700 parents d'élèves. Nous préparons une opération vers les H.L.M. : 800 logements seront touchés par tracts, par prises de paroles dans les blocs d'immeubles.

T. S. — *Je crois que le propos de Dort était de comparer deux types de diffusion en soulignant leur spécificité. La télévision, le théâtre. La télévision un dimanche midi atteint jusqu'à dix millions de spectateurs, au même instant. Il lui faut pour cela calibrer le produit diffusé pour qu'il soit consommé par ces dix millions-là. Le théâtre, en calibrant le produit qu'il*

ALLIO : les pompiers font la loi

« **N**OUS avons, à partir d'un bâtiment conçu dans le style uniforme des salles des fêtes de la III^e République, tenté de résoudre les problèmes d'un centre culturel implanté au cœur d'une banlieue. C'est-à-dire qu'il nous a fallu utiliser au maximum la disposition — en enfilade — prévue primitivement. Imaginez un boulevard, le hall d'entrée puis la salle, enfin, à l'autre extrémité, la scène du théâtre au milieu, le hall d'entrée puis la salle, enfin, à l'autre extrémité, la scène du théâtre ne sont recouvertes d'une trame métallique qui permet de rabiller : la salle et la scène. Cette trame permet ainsi une disposition à la demande des projecteurs, des haut-parleurs, soit dans la salle, soit sur la scène. Côté équipement, j'ai dessiné une scène tournante posée de manière excentrique sur un vérin. De cette manière, on peut incliner ou remonter le plateau.

« Une fois de plus, il a fallu — il faut, puisque cela n'est pas terminé — nous battre contre les services de sécurité. On a fini par oublier qu'en France ce sont les pompiers qui décident de la forme à donner à la scène. Ici, pour que le rideau de fer puisse séparer, avec certitude, scène et salle, on m'impose la construction d'une machine entre les deux. Or, moi, je voulais une pente telle que la séparation disparaisse. Je me demande comment nous pourrions imposer d'autres théâtres avec une maraussa sclérosante. Voilà : 600 places, un agréable outil, presque unique. Combien compte-t-on de théâtres de banlieue ? »

LES XII A AUBERVILLIERS



(Photo Tribune.)

diffuse, ne peut atteindre un tel public. Pas seulement pour des raisons techniques.

Denis Bablet. — Tu as raison. Mais il s'agissait aussi de justifier le principe de constructions de théâtres de six à sept cents places. C'est-à-dire pour initiés.

T. S. — Maintenant, dans le fait d'atteindre beaucoup de spectateurs, je ne vois rien de particulièrement révolutionnaire. Ni même nouveau. La preuve : n'importe quel animateur exposant ailleurs des idées qui n'ont rien à voir avec les nôtres dit faire du théâtre populaire. Et populaire, qu'est-ce que cela signifie : du peuple ? Qu'est-ce que le peuple ? Ça n'existe pas ? La classe ouvrière, la bourgeoisie, bon. Peuple : cela signifie-t-il tout le monde ? et alors théâtre populaire, ce serait le théâtre pour tout le monde, c'est-à-dire pour personne.

G. Garran. — Je ne crois pas à un théâtre populaire, mais à un théâtre du peuple. Populaire, « Patate » l'a été puisqu'il y a eu 150.000 spectateurs pour applaudir Achard.

Étendre le rayonnement à toutes les classes

Denis Bablet. — Moi, je vois deux points à distinguer. L'effort de diffusion : étendre le rayonnement du théâtre à toutes les couches de la population. Le renouvellement du répertoire : introduire au théâtre un contenu qui n'y était pas. Entre ces deux points majeurs, un rapport dialectique s'établit qui fait que l'un dépend de l'autre et vice versa. L'effort de diffusion ne suffit pas : proposer une culture figée, Molière comme on expose un Renoir ne sert à rien. Il faut montrer un théâtre vivant...

G. Garran. — ...dans une forme elle-même vivante, dans un style épique. Une nouvelle dramaturgie dans une architecture nouvelle. Détruisons les salles à l'italienne qui conduisent à des attitudes données, qui imposent un public précis. C'est cela que je voulais dire tout à l'heure en réclamant l'emploi de moyens adaptés, capables de concurrencer les autres.

Le théâtre doit être une fête populaire

T. S. — Bon, bon, Détruisons. Je vais vous faire bondir. Vous ne croyez pas qu'un certain cérémonial soit à préserver. Les gens qui vont une ou deux fois au théâtre dans leur vie en emportent un souvenir ému : c'était l'église, les

pourpres des velours, les pendeloques dégoulinantes des lustres crasseux mais allumés... non ? Alors, vous voulez tuer la fête, assassins !

Denis Bablet. — Il y a dans le théâtre un phénomène d'émotion collective qu'on ne peut pas nier. Ce qu'il faut tuer, c'est l'apparat. Pas le rite. L'apparat plaît, bon, mais il écarte aussi. Il faut s'élever contre les rites imposés au théâtre par la société bourgeoise de la fin du XIX^e siècle. Mais il y aura d'autres rites. En U.R.S.S., après la révolution, quand Annanekov faisait jouer à dix mille soldats de l'Armée rouge les étapes des journées d'octobre, ne proposait-il pas un rituel, une fête ? Il y a aussi la question de la stratégie. Avignon, c'est une fête. Tant mieux si elle amène au théâtre un public jeune.

G. Garran. — Tout dépend de quelle fête il s'agit, de qui, de quoi vient-elle, vers quoi elle tend. Ce que nous voulons, c'est qu'elle s'établisse sur un certain nombre de données nouvelles : un lieu scénique ouvert, une salle qui supprime la ségrégation du public, un répertoire qui porte le souci de l'époque. Il se trouve qu'à Paris ces choses-là sont impossibles à rassembler. Comme dit Allio, Paris, c'est la pustule du théâtre. A Aubervilliers, je peux m'y essayer. Au Théâtre du Tetre, j'avais trente spectateurs ; à Aubervilliers, l'année dernière cinq mille cinq cents.

Denis Bablet. — Tu oublies la question de l'éducation. Le cinéma, les jeunes y vont enfants. Le théâtre... ? Il n'existe pas

« Charles XII » sera joué les 15, 19, 21, 22, 23 juin, à 20 h 45, le 16 à 15 h 30, au gymnase Guy-Moquet, rue E.-Poisson. Location : FLA 18-30, poste 233. Prix des places : 4,50 F.

en France de théâtre pour enfants, excepté celui de Demynek. Ou le Petit-Monde, celui-là, on sait ce que c'est. Cette absence explique aussi le désintérêt qui suivra.

Gabriel Garran. — Cela nous est aussi apparu. Nous envisageons pour la saison à venir un cycle scolaire. Un montage sur Sganarelle. A travers lui, nous voulons démontrer devant les enfants la technique théâtrale. Sganarelle, ce sera un peu un ballon qu'on se jette et que chacun prend tour à tour. Les acteurs joueront Sganarelle l'un après l'autre. En même temps, nous nous efforcerons de montrer la liaison avec la société de Louis XIV.

Denis Bablet. — A Prague, on trouve des théâtres pour enfants avec troupes fixes, dramaturges. A Berlin-Est aussi. Tant que rien ne sera fait dans ce domaine, il faudra multiplier les efforts d'une façon hors de proportion avec les moyens dont on dispose.

T. S. — Si je résume, à Aubervilliers, vous avez un public nouveau, bientôt une salle (vous jouez en ce moment dans le gymnase). Mais pour ce qui concerne le spectacle, le répertoire ?

Gabriel Garran. — Vous avez vu « L'Etoile devient rouge ». Je voulais faire une mise en scène inspirée de Piscator. Élargissant les perspectives de l'œuvre en appelant des moyens techniques modernes, cinéma, projections.

Denis Bablet. — En évitant le boycottisme rouge.

T. S. — Pourquoi avoir choisi « Charles XII » cette année ?

Gabriel Garran. — La pièce est très riche. C'est une chronique historique écrite par Auguste Strindberg en opposition aux nationalistes suédois. Charles XII a vécu au siècle de Louis XIV, de Pierre le Grand. Il prend le pouvoir en Suède à 16 ans, et tout de suite s'impose comme un roi à poigne. Il dirige une armée de 18.000 hommes et écrase une armée de

80.000, l'armée de Pierre le Grand. Il entreprend d'envahir la Russie, un siècle avant Napoléon, et finit son épopée en Turquie, avec trois cents hommes. Le personnage, vous le voyez, est intéressant. Il vit pour sa légende, s'efforce de lui ressembler. Tout en ayant les traits caractéristiques des personnages de Strindberg, la misogynie, la peur des femmes (dès qu'il en voit une, il lui tourne le dos). La pièce se situe au moment où, de retour vers la Suède, Charles XII est destitué par les États Généraux. A ce moment ses rêves de grandeur ont réduit le pays à un rôle de second plan. C'est un militaire qui cherchera tout le temps des issues politiques à ses problèmes.

Je crois que plus l'on montre les mythes, les forces antagonistes qui s'expriment à travers leur création, plus on rejoint l'histoire.

Rien depuis 40 ans...

T. S. — Et au point de vue financier ? Où en êtes-vous ?

Gabriel Garran. — Toujours au militantisme. La municipalité fait un gros effort. Mais dites-vous qu'il n'existait rien depuis quarante ans. Que les municipalités de la Seine sont sous la tutelle de la préfecture... Nous vivons dans l'incertitude. C'est, disons, le handicap le plus menaçant à surmonter. Les pouvoirs publics ne nous connaissent pas...

T. S. — Il vaut peut-être mieux. L'intérêt des pouvoirs publics sous-entend une contrepartie. Et l'aide de la municipalité ? Ne comporte-t-elle pas une obligation dans le choix du répertoire ? Aubervilliers est communiste ?

Gabriel Garran. — Absolument pas. Au début, il a fallu que je me batte pour qu'on accepte l'idée d'aider une entreprise culturelle de ce type. Maintenant, le soutien est réel et profond. C'est ce qui me fait dire qu'il est avant tout une question de méthodes. D'efficacité.

Emile Copfermann.



(Photo Tribune.)

5.500 spectateurs ont vu L'Etoile devient rouge.

ALABAMA : la crise "noire" secoue

tout le système américain

EN 1960, à New York, je parlais de la situation des Noirs américains avec un jeune leader noir, ancien adjoint du pasteur Martin Luther King, fondateur de l'« Association nationale pour l'avancement des gens de couleur », la plus puissante organisation noire à l'époque. Mon ami me disait : « Le temps des capitulations est fini. Un esprit nouveau s'est levé, les Noirs vont exiger l'égalité et ils l'obtiendront. » Il ajoutait toutefois : « Ma seule crainte, c'est que devant la cruauté des Blancs du Sud, nous ne parvenions pas à les faire rester fidèles aux tactiques de non-violence auxquelles nous les avons entraînés. »

Que l'on ne s'y trompe pas. « Non-violence », pour ces hommes, n'a jamais voulu dire « non-résistance ». La plupart d'entre eux, d'ailleurs, feraient probablement leur cette idée de Gandhi : « La non-violence est tout le contraire de l'acceptation de l'injustice : si, au service de la justice, la non-violence vaut mieux que la violence, la violence vaut mieux que la soumission. » Pour beaucoup de Noirs, d'ailleurs, la non-violence est une tactique plutôt qu'un principe : elle est la meilleure arme que puisse utiliser une foule dont l'armement matériel ne vaudra jamais celui de ses adversaires ; elle est le moyen de diviser ceux-ci, de mettre tous les atouts de son côté, de mobiliser l'opinion nationale et internationale.

La police « provoquée »

D'ailleurs, que faisons nous d'autre, dans les grandes manifestations populaires en Europe, qu'utiliser la « non-violence » sans le dire officiellement ? — comme M. Jourdain faisait de la prose sans le savoir. Les grandes manifestations d'octobre 1960, de décembre 1961 et de février 1962 contre la guerre d'Algérie n'avaient pas un type fondamentalement différent de celles des Noirs américains dans le Sud. Et naturellement ici comme là, la police s'estime « provoquée » et fait tout pour déclencher des bagarres lui permettant

de raconter que ce sont les manifestants qui ont commencé.

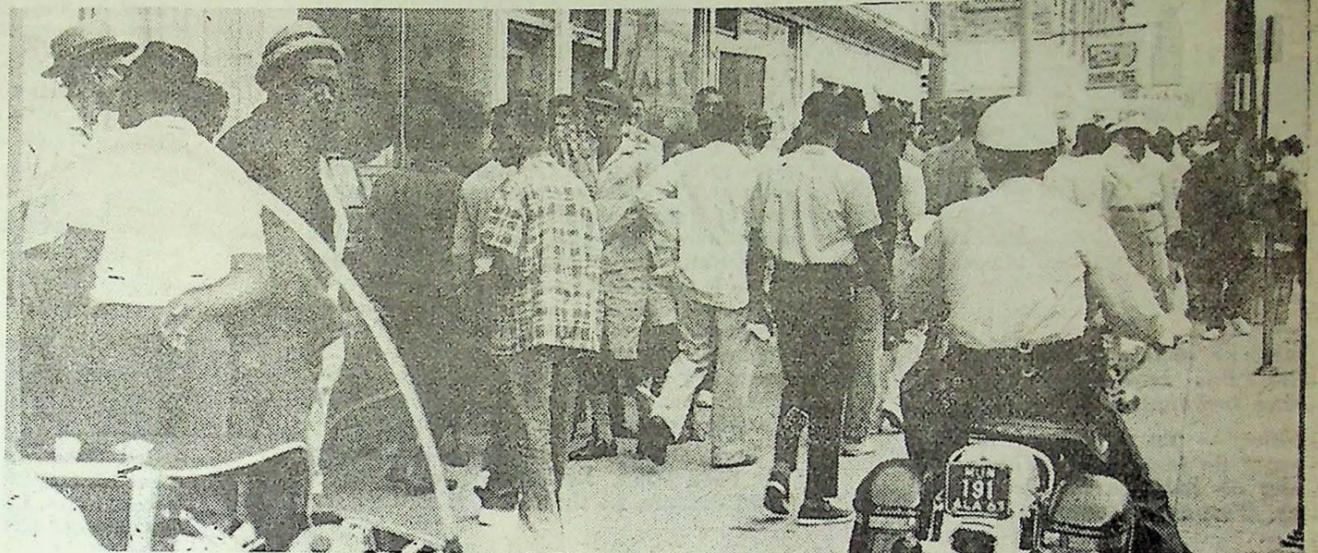
Et c'est, évidemment, cette tactique héroïque qui consiste à avancer ou à rester sur place malgré la sauvagerie de l'adversaire et sans répondre, qui est difficile à maintenir quand ce sont de grandes foules qui entrent en jeu. C'est ce que soulignait mon ami en automne 1960, et c'est aujourd'hui la crainte générale.

D'ailleurs, fait caractéristique, si la plupart des grandes organisations

d'elles-mêmes — il y a eu, pour la première fois, quelques victimes parmi les agresseurs blancs. Il n'en faudrait pas beaucoup plus pour déclencher une véritable guerre civile dans des régions où les Noirs sont rarement en majorité, où ils se procureraient difficilement des armes et où les milices blanches les abattraient comme des chiens. Il me semble qu'il faut, dans l'intérêt même des Noirs, éviter tout romantisme guerrier et souhaiter que l'on n'en vienne pas là.

qui contribuent à asseoir sa majorité, ne glissent vers le parti républicain, hier réputé, dans le Sud, moins hostile aux Noirs, mais qui trouve naturellement aujourd'hui une plate-forme commode en accusant le gouvernement fédéral de précipitation et de maladresse.

Et naturellement, toute entorse à la légalité constitutionnelle est pain bénit pour les républicains, qui peuvent invoquer l'exemple de l'inertie strictement légaliste montrée en ce



(Photo A.F.P.)

« Le temps des capitulations est fini ».

noires continuent à préconiser le maintien coûte que coûte de cette tactique qui a déjà donné de vastes résultats positifs, on sait qu'il existe déjà une petite organisation, les « Black Moslems », « Musulmans noirs » (un nom de bataille, semble-t-il, plutôt qu'une indication religieuse) qui refusent la non-violence et veulent rendre coup pour coup.

Et déjà — soit ripostes organisées, soit foules noires perdant, sous les provocations, leur admirable contrôle

Toutefois, il est certain que la crainte d'une aggravation constante menant les choses jusqu'au paroxysme, a, ces temps derniers, servi la cause des Noirs en poussant Kennedy et son frère, le ministre de la Justice, à intervenir plus vigoureusement qu'auparavant pour éviter le pire. Le gouvernement fédéral peut-il et saura-t-il agir assez vite ? C'est là toute la question.

L'énergie insuffisante de Kennedy

Martin Luther King, certainement le plus modéré des leaders noirs, vient de s'inquiéter publiquement de l'énergie insuffisante de Kennedy. Un membre de la haute administration de Washington, partisan depuis longtemps de mesures draconiennes, a confié à un représentant d'un grand quotidien de New York : « On fait maintenant ce qu'il fallait faire hier. Mais est-il encore temps ? Je ne sais... »

Nous avons connu, en Afrique du Nord, en Indochine, cette inefficacité des demi-mesures toujours trop tardives.

Il est certain que deux freins s'opposent à une action vraiment générale et efficace du gouvernement fédéral : d'abord la Constitution américaine, qui, si elle permet d'édicter certaines règles valables pour toute l'Union, ne permet pas au gouvernement fédéral d'en poursuivre lui-même l'application, ce qui laisse aux gouvernements des Etats du Sud tous les moyens de tourner les lois. Et il est certain que même les mesures très modérées prises jusqu'à maintenant par Washington pour forcer à l'intégration scolaire, à la déségrégation des lieux et transports publics — comme par exemple l'envoi de forces fédérales à Little Rock — sont critiquables du point de vue de la stricte légalité constitutionnelle, même si elles étaient rigoureusement indispensables du point de vue politique et moral.

Un problème de « voix »

Ensuite — et ceci est lié à cela — dans le système bipartite de la politique américaine où les deux partis, démocrate et républicain, se tiennent de près, un homme comme Kennedy a sans doute besoin de conserver les voix des Noirs dans le Nord et d'obtenir que les Noirs puissent voter dans le Sud — mais il lui faut aussi éviter que les « démocrates » blancs du Sud, en général très réactionnaires, mais

domaine (comme en d'autres) par Eisenhower — tout en négligeant de souligner que l'époque et la situation étaient autres.

Or, devant ces lenteurs, la revendication des Noirs, aiguës par leurs succès partiels dans de nombreux Etats, s'amplifie et devient plus fondamentale. Ce n'est plus seulement telle ou telle « déségrégation » qui est en jeu. C'est la dignité, c'est l'égalité humaine absolue qui est exigée. Or on sait assez que même dans les villes les plus avancées du Nord, il y a des quartiers résidentiels inaccessibles aux Noirs, en vertu de pactes secrets entre propriétaires, il y a des syndicats ouvriers qui sont pratiquement fermés aux Noirs sans qu'on puisse trouver trace de cette interdiction dans un document quelconque...

C'est tout cela qui va être de plus en plus mis en question. Et c'est aussi l'attitude de simple mimétisme, décrite par le sociologue Frazier, de la bourgeoisie noire qui singe « en négatif » la bourgeoisie blanche, qui va subir de vifs assauts. Tout ceci se passe d'ailleurs à l'époque où l'Afrique a obtenu son indépendance. Malgré les contacts souvent difficiles et les fréquents malentendus entre Noirs américains et africains, ce facteur joue aussi, en arrière-plan, sur la situation. Il est très possible que le « problème noir », dont on peut dire — (en paraphrasant la fameuse boutade sur le « problème juif ») — qu'il est surtout un « problème blanc », secoue profondément les assises mêmes de la civilisation américaine, quelle que soit l'évolution, violente ou, espérons-le, pacifique, des événements actuels.

Claude Bourdet.

2 splendides volumes de VICTOR HUGO

ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES ŒUVRES ROMANESQUES COMPLÈTES

à des conditions exceptionnelles

L'Œuvre de Victor Hugo domine toute l'histoire littéraire, et par son raisonnement, l'Histoire tout court.

Ce sera la gloire de l'édition française d'avoir réussi à réunir en un seul magnifique volume les ŒUVRES POÉTIQUES COMPLÈTES de Victor Hugo, dispersées dans plus de vingt recueils, la plupart introuvables.

Le triomphe, à la Foire du Livre de Francfort, de ce chef d'œuvre de l'édition européenne a déterminé l'éditeur à publier, également en un seul volume, tous les romans de Victor Hugo : LES MISÉRABLES, NOTRE DAME DE PARIS, QUATRE VINGT TREIZE, etc., complétés par certains textes inconnus.

Chaque volume relié pleine toile 21x27, 1600 à 1800 p. sur beau papier, tranche supérieure dorée, illustré de documents d'époque ou de dessins de Victor Hugo, est en vente séparément à notre Service Littéraire « Librairie Pilote, 30, rue de Grenelle - Paris 7^e ».

Hâtez-vous de profiter de cette offre car le tirage des ŒUVRES POÉTIQUES est en voie d'épuisement, et le prix des ŒUVRES ROMANESQUES est susceptible d'être prochainement révisé.



L'ENTHOUSIASME DE LA PRESSE

Magnifique volume (COMBAT)...
la dernière merveille (L'EXPRESS)...
indispensable recueil (FIGARO)... l'événement littéraire de l'année (ARTS)...
un admirable livre qui fait honneur à l'édition française (L'INFORMATION)
la Grande Encyclopédie du lyrisme français (LIBÉRATION)... une extraordinaire édition (JOURS DE FRANCE)...

CONDITIONS DE FAVEUR

(FRANCE MÉTROPOLITAINE)

1^o)

Chaque volume (vendu séparément) : 13 f 50 par mois (10 versements) 42 f par mois (3 versements) 120 f comptant.

2^o)

les 2 volumes commandés ensemble : 26 f par mois (10 versements) 80 f par mois (3 versements) 228 f comptant.

Livraison immédiate à domicile. Transport, emballages gratuits. Faculté de retour.

BON à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE, 30, rue de Grenelle, Paris 7^e.

Veillez m'adresser les 2 volumes de Victor Hugo 1 seul volume : Les Œuvres

Je choisis de régler comptant

en 3 mensualités en 10 mensualités.

Veillez trouver ci-inclus le montant de ma commande, de la première mensualité soit _____ frs en un chèque chèque postal joint

(Librairie Pilote - C.C.P. 13.905-31) mandat Veillez m'adresser votre envoi contre remboursement de la totalité de ma commande de la 1^{re} mensualité.

Il est bien entendu que je garde la faculté de renvoyer dans les 48 heures le colis dans son emballage d'origine et qu'en ce cas, je serai immédiatement et intégralement remboursé.

Nom _____ Profession _____

Adresse _____ Signature _____

n° de C.C.P. ou bancaire _____

En survolant
le Monde

Les MOLLAS contre la réforme

TÉHERAN, mercredi 4 juin, la ville livrée à l'émeute des manifestants, fanatiques religieux et chemises noires, hurlant leur haine du Shah et des réformes, bien ti-

mides, qu'on lui prêtait. Des femmes lapidées parce qu'elles ne portaient pas de voile, l'armée tirant dans la foule.

Pourquoi cette rage, pourquoi cette hystérie religieuse d'un autre temps ? Dans ce pays qui se défend d'être arabe, l'Islam a pourtant une emprise certaine sur le peuple. Les Iraniens sont pauvres, d'une pauvreté sans espoir ; par la faute des riches possédants du royaume, toutes les réformes agraires ont, jusqu'ici, échoué sans rémission, même celles de Mossadegh, grand homme d'une époque, homme de la lutte contre l'Angleterre, de la nationalisation des pétroles. Mossadegh avait au moins deux mérites : il aimait son pays et était financièrement désintéressé. C'est une qualité rare dans un pays où la corruption règne en maîtresse.

Cette lutte pour l'indépendance qu'il avait menée avec acharnement, explique d'ailleurs les chemises noires que l'on a vues mercredi à Téhéran : en 1953, l'anglophobie avait atteint un tel degré que Napoléon et Hitler y passaient pour des héros nationaux et, depuis, les mouvements d'inspiration nazie ne font que prospérer.

Enfin le problème iranien est simple comme est simple, hélas ! le drame des pays sous-développés gouvernés par des féodaux. Un peuple misérable, exploité par une classe dirigeante propriétaire des terres à 90 p. 100. Une religion fataliste et dont les chefs sont les plus gros propriétaires du royaume. Un Shah faible et timide que toute Européenne connaît grâce à Soraya et Farah Diba, mais qui, de toute évidence, n'a pas l'énergie qu'il faudrait pour chasser les féodaux. Un peuple, à Téhéran du moins, que l'on dit abruti par la drogue (il s'en consomme une demi-tonne par jour dans la ville...).

Les chefs religieux, dans l'ombre du Bazar, ont fomenté la révolte : « Pas de réformes, le Shah trahit la civilisation de nos pères. Nos femmes vont cesser de nous appartenir. Trahison ! » Il n'en fallait pas plus ; l'étonnant est que les communistes aient emboîté le pas à cette révolte réactionnaire : la recherche de l'agitation par tous les moyens est, à certains moments, parfaitement déplacée. Les partisans de Mossadegh, qui avoue 60 ans depuis quinze ans, se sont abstenus, cela peut signifier un retour au pouvoir du vieux lion dont les évanouissements diplomatiques étaient célèbres...

On dit que l'armée ne serait pas contre ce retour — on raconte que le père de l'actuel Shah, qui n'était pas particulièrement musulman, mais penchait plutôt vers Zoroastre — ce qui est plus égalitaire — on raconte que ce Shah s'amusait à aller bastonner les Mollas dans leurs mosquées pour leur montrer qu'il était le maître... Les temps ont bien changé... Reviendront-ils jamais ?

M. J.

Michel Joch.

Relance au sommet

CETTE conférence de Moscou en juillet prochain, peut être celle de la raison. Après cinq ans de déceptions et d'ajournements, les trois Grands n'étaient jamais parvenus à se mettre d'accord sur l'interdiction totale des essais nucléaires. Cela tenait à une sorte de partie de poker, chacun criant dans les miroirs qu'il voulait la paix, chacun tentant par la bande d'augmenter sournoisement son avantage potentiel. Le discours du Président Kennedy, venant après son initiative de relancer, d'accord avec M. Macmillan, l'idée d'une conférence, ce discours rend un son nouveau. Il y a des accents de sincérité qui ne trompent pas.

« Quelle sorte de paix recherchons-nous ? Non une Pax Americana imposée au monde par les armes de guerre américaines ; je parle de paix authentique, la paix qui fait que la vie sur terre vaut la peine d'être vécue... Nous devons prendre le monde tel qu'il est et non tel qu'il aurait pu être. » A ces paroles sages, M. Khrouchtchev, sans répondre positivement, a laissé entendre qu'il s'emploierait à faciliter l'accord. En fait, il semble que les trois Grands soient maintenant persuadés que l'armement atomique est arrivé à un point de perfectionnement qu'il est impossible d'augmenter sans dépenses énormes difficiles à engager même pour des Etats de la taille des deux Grands. Les pays du tiers Monde ont accueilli la nouvelle de cette conférence avec enthousiasme ; cela aussi peut faire pencher la balance en faveur d'un accord car le pays qui refuserait d'interrompre ses essais nucléaires se trouverait déconsidéré pour longtemps chez les jeunes Etats neutres. La position du gouvernement gaulliste après cette conférence sera difficilement tenable, laissé à l'écart par les Grands, il lui sera difficile de ne pas tenir compte d'une interdiction générale des essais nucléaires. Nous savons que l'orgueil du vieil homme est immense mais on ne peut pas longtemps tenir tête au monde entier, même quand on s'appelle « le guide ».

Une colonie de vacances d'enfants algériens prise en charge par une association française

PARTICULIEREMENT tragique est le nombre des orphelins qui existent en Algérie. Dans 222 communes sur les 1.500 que compte le pays, on a décompté près de 36.500 orphelins. Sur les 160.000 habitants de l'arrondissement de Tlemcen, il y a plus de 8.340 orphelins.

Mais 25.000 enfants algériens seulement pourront partir cette année en colonie de vacances.

L'Association de Solidarité Franco-Algérienne (A.S.F.A.), qui vient de se créer à Paris, avec le parrainage de nombreuses personnalités de toutes opinions, a donc décidé d'étendre son action par une campagne en faveur de l'enfance algérienne et prépare l'organisation d'une colonie de vacances en Algérie.

Cette colonie, installée dans la magnifique région de Tipiza, recevra une centaine de garçons de 8 à 12 ans pendant une durée d'un mois. Les locaux, l'équipement et la moitié du personnel seront fournis par le ministère de la Jeunesse algérienne ; l'autre moitié, à savoir un directeur, six moniteurs, une infirmière venant

de France, pris en charge par l'association.

Celle-ci se propose aussi d'aider au recrutement du personnel dont ont besoin les services de l'enfance algérienne (monitrices pour colonies de filles, livres en juillet et août, infirmières et enseignants primaires pour des stages de formation de moniteurs, etc.) dont ont besoin également les services qui se préoccupent de l'alphabetisation, de la formation comptable, de l'enseignement paramédical dans les comités de gestion. L'U.N.E.F. reçoit les demandes de postulants pour deux mois ; l'A.S.F.A., ceux qui ne peuvent partir que pour un mois, auquel cas le voyage est à leur charge.

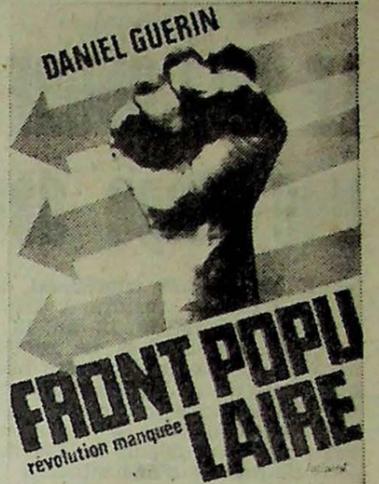
Pour mener à bien cette première tâche, il faut 3 millions d'anciens francs dans moins d'un mois.

C.C.P. Paris 13-726-83, Roger Foirier, 89, rue Rouget-de-Lisle, Suresnes (Seine).

Renseignements complémentaires à l'adresse provisoire de l'A.S.F.A., Claude Glayman, 26, rue de Romainville, Paris (19°).

Julliard

DANIEL GUERIN
FRONT POPULAIRE
révolution manquée



Un nouveau FRONT POPULAIRE éviterait-il les erreurs de l'ancien ? L'occasion manquée de 1936 se retrouvera-t-elle ? Telles sont les questions suggérées par ce témoignage démystifiant sur un passé qui n'a pas refroidi. Livre sans pardon, passionné et passionnant, car il porte, au surplus, la griffe d'un écrivain. 18 F, 50

PIERRE DROUIN l'Europe du marché commun

« Le Marché Commun est un organisme vivant : chacun le sait mais personne, avant Pierre Drouin, à notre connaissance, n'avait encore réussi à le décrire comme tel, dans son fonctionnement quotidien avec ses problèmes qui vont de la réglementation de basse-cour à l'édification d'un partnership atlantique. » François FONTAINE "Le Monde" 16 F 20

SOLJENITSYNE une journée d'Ivan Denissovitche

«... Un chef d'œuvre.» Claude ROY
« Un livre admirable. » R.P. RIQUET 9 F 90

ANDRÉ VIAL Chateaubriand ou le temps perdu

Col. «Dossiers des Lettres Nouvelles»
Des «Mémoires d'Outre-Tombe» à
«La recherche du temps perdu».
6 F 90

EVTOUCHENKO



autobiographie
précoce

9 F
trois minutes
de vérité
poèmes

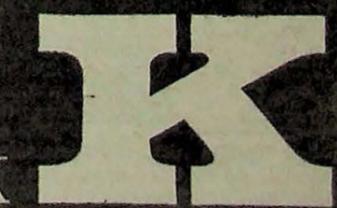


Jean Manan
Les
Mémoires
de
Bidasse

une anthologie de la
«pensée militaire»
1 vol. ill. 12 F

JEAN SCHWOEBEL

les deux



Berlin
et la paix

16 F, 20
(n°)

JULLIARD

A MILLAU: LES GANTIERS RELEVENT LE GANT

(De notre correspondant à Millau, André Camas)

LE 32^e CONGRES CONFEDERAL DE LA C.F.T.C. (13 au 16 juin) : une étape dans le renouvellement de la Centrale

Le 32^e congrès confédéral de la C.F.T.C. se tiendra à Issy-les-Moulineaux du 13 au 16 juin prochain. Ces assises ne revêtiront sans doute pas un caractère historique, mais elles n'en marqueront pas moins une étape importante dans le renouvellement de la centrale qui s'est poursuivi depuis la Libération, sous l'influence d'une minorité renouvatrice et pour tout dire socialiste qui a accédé aux postes de direction. Les discussions du 32^e congrès vont préparer le grand tournant ; l'abandon du deuxième C qui pouvait être le fait d'un congrès extraordinaire qui se réunira dans les dix-huit mois ou deux ans et qui traduira la déconfessionnalisation officielle de la seconde organisation syndicale française.

C'est pourquoi les dirigeants de la C.F.T.C. sont apparus confiants dans l'avenir au cours de la conférence de presse qu'ils ont tenue avant le prochain congrès.

De Georges Levard soulignant que la vivacité des débats intérieurs témoignent de la solidité de la centrale à Gérard Esperet commentant avec chaleur les réponses des syndicats au questionnaire confédéral, en passant par Eugène Descamps, métallo râblé, exposant les grandes lignes de son rapport d'activité et par Pierre Jeanne, autre métallo chargé des questions d'organisation, les animateurs de la C.F.T.C. ne semblent pas avoir actuellement de complexe à l'égard de qui que ce soit.

Le rapport de Descamps

Aussi bien Descamps devait rappeler le rôle joué par la C.F.T.C. en 1961-1962 dans les manifestations pour la paix en Algérie et contre l'O.A.S.

Le secrétaire général de la C.F.T.C. devait insister par ailleurs sur la nécessité de « refaire le tissu démocratique de la nation » et se féliciter de la collaboration qui s'est instituée entre la C.F.T.C. et la C.N.J.A. « dans une perspective de renouvellement du politique. »

Il tint à faire observer, en réponse à une question, qu'il souhaitait « une simplification, une clarification » sur le plan politique, la vocation des militants syndicalistes étant selon lui « de creuser, d'approfondir un certain nombre de problèmes concrets. »

Eugène Descamps indiqua aussi que l'on avait un peu trop tendance à « mettre à toutes les sauces » la planification démocratique préconisée

par la C.F.T.C., souligna la nécessité de réformes de structures et de mesures tendant à remédier au sous-développement régional.

Il se félicita de l'extension des retraites complémentaires à huit millions de salariés et se prononça pour l'extension des avantages particuliers contenus dans les conventions collectives.

En ce qui concerne la grève des mineurs, le leader C.F.T.C. cite ce jugement d'un journal italien : « Le général de Gaulle a rencontré plus de

fessionnel la C.F.T.C. n'avait jamais répugné aux unités d'action nécessaires et il termina en déclarant : « Il est beaucoup question d'unité à la suite de certains congrès syndicaux. Eh bien ! parlons-en. Nous sommes surtout pour l'unité avec des organisations indépendantes. Nous attendons de voir... »

La C.F.T.C. s'interroge

Gérard Esperet, vice-président de la C.F.T.C., présenta son rapport complémentaire aux éléments de réflexion sur les responsabilités de la C.F.T.C. de demain. Il s'agit de faire la synthèse des réponses envoyées par les syndicats adhérents à la centrale auxquels a été adressé un document élaboré à partir de novembre 1960 par quarante militants responsables et remanié par le Conseil confédéral. Ce document traitait des questions suivantes : réalités françaises politiques, économiques, sociales, problèmes internationaux, les évolutions des techniques et leurs répercussions, problèmes posés par la civilisation du confort, dimensions et structures que la C.F.T.C. devra atteindre dans les prochaines années, rapports avec les autres organisations, nécessité d'une base doctrinale et sa formulation.

C'est dire l'intérêt d'une telle consultation, toutes ces questions devant être discutées au prochain congrès de la centrale, sauf la dernière qui touche en quelque sorte aux conclusions et à la question du deuxième C. Toutefois un syndicat d'industrie chimique a demandé, comme il en avait le droit, qu'elle soit abordée au congrès.

Nous aurons l'occasion de revenir sur le rapport de Gérard Esperet qui est d'une grande richesse et traduit des opinions parfois divergentes, « différentes servant la profession, la région, la formation, les expériences. » C'est dire que l'âge des syndiqués a contribué aussi à déterminer leurs réponses, l'influence de la guerre d'Algérie se faisant sentir chez les plus jeunes, selon le rapporteur.

Terminons en citant à ce propos une remarque d'Eugène Descamps à la conférence de presse : « Autrefois on était syndicaliste parce que chrétien. Aujourd'hui un militant de trente-cinq ans ne fait pas du syndicalisme parce qu'il est chrétien mais parce qu'il est ouvrier. Il reste seulement attaché en tant que chrétien à certaines valeurs... »

Maurice Combes.



(Photo Tribune.)

Eugène Descamps : l'homme de la « déconfessionnalisation ».

résistance auprès des mineurs qu'auprès des parachutistes d'Algérie. »

Descamps souhaite l'élargissement des relations syndicales internationales dans un esprit dégagé des préjugés doctrinaux et fit état d'une coopération technique de la C.F.T.C. avec les organisations d'Amérique du Sud, ainsi que des contacts avec les syndicats yougoslaves, italiens, polonais, israéliens.

Sur le plan européen, il regrette que les contacts soient trop souvent limités aux organisations appartenant à une même internationale et note qu'il n'était pas opposé à une collaboration sur des points précis avec des syndicats dépendants de la F.S.M.

Eugène Descamps devait naturellement souligner que sur le plan pro-

MILLAU, capitale du gant, paralysée pendant 6 jours entiers et consécutifs ! On n'avait pas vu cela depuis 28 ans ! Unanimité quasi totale pour cette grève, puisée suivie à 98 %, maîtrise comprise, soit environ 5.000 personnes, dont 2.000 en ateliers, le reste à domicile. Le résidu comprenant quelques jaunes indécorables, quelques cadres et une faible minorité d'employés de bureau, qui ne se sont pas sentis concernés alors que la majorité de leurs camarades suivaient activement le mouvement. Visage inhabituel de la cité : de forts piquets de grève, hommes et femmes, aussi résolus dans la consigne que détendus dans les propos, à la porte de chaque entreprise. La jaunisse a bonne mine. Elle reçoit les applaudissements nourris des grévistes sous l'œil stupéfait des forces de l'ordre. En fait, un patronat de combat faisant des contre-propositions ridicules (quatrième semaine en 64, 2 % en septembre, 5 % en novembre), pratiquant la tactique de l'usure, de la dérobade et de la calomnie. Il fait publier dans la presse une odieuse motion visant à briser l'unité : la C.G.T. en fait les frais parce que le syndicat le plus fort et bénéficiant pour la circonstance de la présence de son secrétaire général des Cuirs et Peaux, le camarade Habert.

Mais cette manœuvre a fait long feu et l'action continue. Déjà les peaussiers ont obtenu satisfaction avec la quatrième semaine et l'augmentation progressive du salaire horaire de 2,35 à 2,50 en octobre.

Un délai de réflexion

Pour la ganterie, les objectifs restent encore à atteindre, et meetings et débrayages n'ont pu encore faire obtenir une véritable commission paritaire au lieu des précédentes entrevues sans possibilité de discussion.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, pour des raisons tactiques, une veillée d'armes est observée et la reprise de ces deux derniers jours est un délai de réflexion consenti au patronat. Mais en l'absence probable de propositions autres que les précédentes, la grève va reprendre incessamment et avec une farouche détermination.

Ces maigres propositions ne peuvent satisfaire l'ensemble des travailleurs en ganterie qui veulent, eux aussi et toute de suite, la quatrième semaine de congé et un relèvement général, supérieur à 10 %, de tous les salaires.

Quelques exemples justifiant ces revendications : les journalières qualifiées gagnent 1,79 de l'heure soit 5 % de plus que le SMIG, les machinistes à domicile supportent tous les frais d'achat et d'entretien de leur machine (1.300 à 1.800 F pièce) et ne perçoivent aucuns frais professionnels.

A la grande satisfaction des salariés, l'unité d'action s'est réalisée entre les syndicats C.G.T., C.F.T.C. et F.O. Les gantiers et les gantiers vont aborder plus résolus que jamais l'ultime phase de leur lutte actuelle. Pour sa part, la section millavoise du P.S.U. se réjouit de cette unité, et souligne que l'insécurité matérielle des travailleurs millavois provient surtout de la mono-industrie encouragée et protégée par le patronat local. L'implantation d'industries nouvelles complémentaires et non-concurrentielles serait un facteur déterminant et assainirait incontestablement le marché du travail à Millau.

L'unité syndicale est possible par la représentation démocratique des tendances dans une centrale ouvrière unique.

Bandeau 20 x 50
Prix : 0,06 F pièce. C.O.P. 58-26-65
Payer à la commande :
54, boulevard Garibaldi, Paris

TRIBUNE SOCIALISTE

fait profiter ses lecteurs amis des beaux livres d'une affaire exceptionnelle

en leur offrant pour
29,50^F
au lieu de
75^F

l'ouvrage désormais classique de Léon Moussinac
LE THÉÂTRE DES ORIGINES A NOS JOURS
dans sa magnifique édition reliée toile, sous emboîtement,
illustrée de 438 documents en noir et 15 p. couleurs.

On sait quelle autorité Moussinac représente en matière de Théâtre et de Cinéma. Son ouvrage, qui retrace l'évolution de l'Art Dramatique sous toutes ses formes (drame, comédie, ballet, opéra) et dans tous les pays, est un livre de fond pour toutes les bibliothèques, tant par la solidité de l'information, que par la prodigieuse richesse de l'illustration.

Une chance exceptionnelle nous

permet d'offrir un petit nombre d'exemplaires neufs, au prix dérisoire de 29,50 F (plus 3,70 F pour envoi recommandé) de cet ouvrage, naguère vendu 75 F en librairie. Nous serons heureux d'en faire profiter, avec faculté de retour, les premiers lecteurs qui répondront à cette annonce en envoyant le bon ci-dessous à notre Service Littéraire Librairie Pilote, 30, rue de Grenelle Paris-7^e.

BON à adresser à LA LIBRAIRIE PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris-7^e.

Veuillez m'adresser, recommandé, LE THÉÂTRE de Léon Moussinac que je règle ci-joint 33,20 F (29,50 + port 3,70 F) en un mandat chèque chèque postal (inclus) au compte Librairie Pilote CCP Paris n° 13905.31. Il est bien entendu que je garde la faculté de retourner l'ouvrage dans les 48 heures, et qu'en ce cas je serai immédiatement remboursé.

Nom T.S

Profession

Adresse

1^{er} colloque des usagers de la Région parisienne

LES « Usagers de la Région parisienne... », titre bizarre et quelque peu sybillin. Au sens strict, les usagers de la région parisienne sont au nombre d'environ huit millions et demi : on imagine mal leur colloque. Aussi n'est-ce pas une simple rencontre de Parisiens qui s'est produite, mais une session moins ambitieuse, quoique peut-être plus importante.

Le colloque s'est tenu à Vincennes les 8 et 9 juin. Il rassemblait une trentaine d'organisations représentatives à divers titres des intérêts des habitants de la région parisienne. Des unions départementales ou régionales d'organisations syndicales tout d'abord : la C.F.T.C., Force Ouvrière et l'U.N.E.F. avaient participé aux travaux préparatoires et signé l'invitation, la C.G.T. est longuement intervenue en séance. Des organisations d'éducation populaire ensuite : le Centre de Culture Ouvrière, Peuple et Culture, l'Association pour la Démocratie et l'Education Locale et Sociale, qui avait assuré le secrétariat du colloque, les Foyers Léo-Lagrange, l'Ecole des Parents, Jeunesse et Culture, l'Union Féminine Civique et Sociale, Citoyen 60, et de nombreuses autres.

Des organisations familiales, locales ou professionnelles et enfin : la Confédération syndicale des Familles, les Associations Populaires Familiales, l'Association Jeunes Cadres, etc.

C'est la première fois qu'un regroupement aussi vaste se donnait pour thème « les exigences hu-

maines de l'aménagement de la région parisienne ». Sur ce thème immense, il était moins question d'élaborer des solutions définitives que de définir, ou de faire naître des préoccupations communes à cet ensemble d'usagers. C'est seulement à partir des revendications communes des Parisiens que les conditions d'une véritable démocratie locale et régionale pourront être réunies. Cette recherche de positions communes peut donc être l'amorce d'une lutte directe pour la démocratie locale et régionale. En ce sens, elle revêt un grand intérêt.

Cinq rapports étaient soumis aux quelque deux cents colloquants. Ils concernaient les perspectives du développement global de la région, les problèmes de l'emploi, ceux de l'habitat et ceux de la circulation ; un dernier rapport, intitulé « Pour un Paris(s) démocratique », faisait nombre de propositions, que le colloque n'a pas toutes retenues, pour parvenir à une vie locale plus démocratique et à une meilleure consultation des usagers.

Les organisations représentées se sont trouvées d'accord pour exiger que le rythme de la construction dans la région atteigne le plus vite possible 150.000 logements par an, dont 70.000 H.L.M. et pour exiger également qu'il soit mis fin à toute spéculation foncière. Dans ce domaine, la solution proposée est l'appropriation progressive du sol par les collectivités publiques et l'interdiction faite à ces collectivités d'aliéner

au profit de particuliers ou de sociétés tout terrain en leur possession.

Dans le domaine de la circulation, le colloque a souhaité qu'une priorité absolue soit donnée aux transports en commun, seuls capables d'assurer à la fois le volume et la liberté d'échanges et de communications qui sont la fonction essentielle d'une grande agglomération.

Les organisations se sont aussi trouvées unanimes pour juger positifs les résultats de leur rencontre, et pour souhaiter qu'une suite soit donnée à ce travail.

Elles ont été moins unanimes en ce qui concerne les structures nécessaires à la démocratie locale et régionale.

Sur ce point, le rapporteur avait souligné qu'il n'y a de vie communale réelle qu'entre 50.000 et 100.000 habitants. Au-dessus le dialogue entre la municipalité et les citoyens s'estompe. Il proposait donc le découpage de Paris en communes de plein exercice. Il proposait aussi la création d'une assemblée représentative et dotée de pouvoirs réels au niveau régional. Devant ces idées, les organisations, au premier rang desquelles la C.G.T., ont préféré conserver leur liberté d'action. C'est fort compréhensible, mais cela signifie que l'élaboration d'une plate-forme commune pour la réorganisation des structures parisiennes sera longue. Dans cette affaire, le P.S.U. pourrait avoir un grand rôle à jouer.

Georges Servet.

Informations

Delépine a gagné

Le 27 octobre 1960, en même temps qu'à la Mutualité à Paris, on manifestait dans toute la France contre la guerre d'Algérie. A Angers, à la sortie de la Bourse du Travail, les « heurts » avec le service d'ordre laissèrent une vingtaine de manifestants plus ou moins grièvement blessés. Par-

mi eux, notre camarade Delépine, blessé par une grenade lacrymogène et qui a totalement perdu la vue.

La commission nationale de solidarité du P.S.U. apporta un soutien régulier et important à ce camarade pendant de nombreux mois. Mais n'était-il pas normal que la ville d'Angers fût tenue pour responsable des excès de son « service d'ordre » ? C'est ce que le tribunal civil d'Angers par jugements des 8 janvier 1962 et 20 mai 1963 a finalement admis. Le préjudice subi a été fixé à 265.755 12 F dont 110.000 destinés à rembourser la Sécurité sociale. Ayant reçu, sur décision du tribunal du 8 janvier 1962, une provision de 10.000 F, c'est donc 146.860,29 F que touchera le camarade Delépine. C'est là un succès et pas seulement un succès de procédure puisque, la femme de Delépine nous le rappelle, la fraternité des militants P.S.U. a grandement aidé cette famille durement touchée à « tenir le choc ». Il ne faut cependant pas oublier que Gaston Delépine a quarante ans, trois enfants et qu'il est aveugle.

Demain, dans d'autres 27 octobre ou 8 février, nous pouvons avoir encore des victimes. Les militants du parti paient leurs timbres pour la solidarité. Nous rappelons aux sympathisants que le compte de la Commission nationale de solidarité est : Louis Houdeville CCP 15-536-77 Paris.

Claye-Souilly :

« Gouverner, c'est choisir. »

Le vendredi 14 juin, salle des fêtes de Claye-Souilly, Edouard Depreux animera une réunion-débat sur le thème suivant : « Gouverner, c'est choisir. »

Travaillerons-nous encore longtemps pour un armement nucléaire ruineux, néfaste, périmé ; ou bien réussirons-nous enfin à imposer des réalisations pacifiques ?

Salle des fêtes de Claye-Souilly, 14 juin à 21 heures.

G.A.S. - Médecins de la région parisienne

Nous rappelons aux camarades médecins et étudiants en médecine, le week-end d'études sur le programme de santé du parti, qui aura lieu samedi 22, à partir de 19 heures, et dimanche 23 juin, à partir de 9 h. 15, au « Rocheton », à la Rochette, près de Melun (grand parc à la disposition des familles).

Inscrivez-vous d'urgence auprès de Michel Barbier, 104, rue d'Amsterdam, Paris (9^e), qui enverra, sur demande, la bibliographie utile.

Ces Journées seront suivies ultérieurement de nouvelles réunions groupant tous les militants qui s'intéressent à l'élaboration du « Programme Santé P.S.U. ».

Contrôle des naissances et planning familial Pourquoi ?

Il y a en France un nombre annuel d'avortements oscillant entre 500.000 et 800.000. Interventions clandestines et mutilantes suivies de traumatismes physiologiques graves aussi bien pour la femme que pour le couple et, malgré les progrès de la thérapeutique, entraînant encore trop de morts, honteuses et secrètes...

Néanmoins, des pays hautement civilisés et à forte natalité laissent à chaque couple le libre choix de développer sa famille harmonieusement.

Un colloque international tenu récemment à Royan a réuni 300 spécialistes (médecins, sociologues, psychologues, juristes, assistants sociales) dans la perspective, entre autres, de faire bénéficier les familles françaises de leurs expériences.

Cependant, cette action est entravée par la loi de 1920 qui interdit de « révéler les procédés propres à prévenir la grossesse » et empêche le Mouvement français pour le planning familial de faire toute propagande.

C'est pourquoi les militants du P.S.U. de Rueil, estimant nécessaire de poser ce problème en public, vous invitent à assister à une conférence-débat animée par :

Suzanne Massé, secrétaire générale du Mouvement français pour le planning familial, le jeudi 13 juin, à 20 h. 45, salle de la Justice de paix, 27, rue du Docteur-Zamenhoff, à Rueil-Malmaison (centre de Rueil, près de la mairie).

Le programme médical de Tanguy-Prigent

Le diagnostic établi par le Pr Funk Brentano le 9 mai 1963, lors de la première visite, est confirmé après une série d'examen. Bilan excellent quant aux analyses et radios, mais nécessité d'améliorer l'état général, de remédier au surmenage, à la perte de poids, reminéralisation, etc.

Après dix jours passés à l'hôpital Necker, notre camarade doit prendre deux mois de convalescence :

Juin : convalescence près de Paris avec autorisation de se rendre de temps à autre au bureau, à l'Assemblée nationale et d'aller une ou deux fois dans le Finistère.

Juillet : trois semaines environ de repos total dans un établissement de convalescence en Suisse, près de Zurich.

Ensuite, reprise progressive des activités pour arriver en bonne forme au 15 septembre et affronter « toutes les rentrées ».

Il est heureux que notre camarade se soit laissé convaincre par les médecins de la nécessité de cette « remise à neuf ».

Le P.S.U. a besoin de vous

Il en a besoin moralement. Il en a besoin matériellement.

Camarades, sympathisants, lecteurs avez-vous fait tout ce qui dépendait de vous pour lui procurer l'aide qui lui est INDISPENSABLE pour faire face à ses obligations ?

Un certain nombre d'entre vous ont répondu à notre appel. Nous avons besoin du concours de tous et très rapidement.

Que tous ceux qui le peuvent envoient à Maurice KLEIN un engagement de payer volontairement des cotisations mensuelles (37, rue de Trévise, Paris (9^e), C.C.P. 4435-35 Paris).

Il va sans dire que le paiement immédiat des 12 mensualités est accepté. N'attendez plus !

Merci à tous.

Le secrétaire national : Edouard DEPREUX.

Le trésorier national : Maurice KLEIN.

Je soussigné (nom, prénoms, adresse)

m'engage à verser chaque mois à Maurice KLEIN, trésorier national du PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ, la somme de :

francs.

Date :

Signature :

Cinéma

PANTHEON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 12 au 18 juin

MOURIR A MADRID

STUDIO 13 43, Faubourg Montmartre PRO. 63-40

Semaine du 12 au 18 juin

LE CHEVAL QUI PLEURE

FILM SOVIETIQUE EN COULEURS

CENTRE NAUTIQUE DE JEUNES EN YOUGOSLAVIE

Pour la 4^e année, le Centre nautique de Bol, dans l'île de Brac, en Yougoslavie, ouvre ses portes en juillet et août 1963. Il recevra davantage de jeunes, d'adultes et de familles.

De nombreuses améliorations ont été apportées depuis trois ans : augmentation de la flotte nautique ; excursions au « Kabal » (notre voilier de 30 places) atteignant Dubrovnik, Kotor, Mostar (avec complément en car pour cette dernière ville) ; nouvelle installation de la salle à manger et du bar (face à la mer) ; logement des familles dans deux club-hôtels entièrement neufs (chambres de 2 personnes dont certaines avec douches particulières) en bord de mer ; bibliothèque et discothèque renforcées ; cours de natation (adultes, jeunes et enfants) et jardin d'enfants (jardins et jeux pour enfants sans interruption) ; excursions dans l'île de Brac (canot, à ânes, excursions en montagne) ; rencontres culturelles et folkloriques franco-yougoslaves.

A cela, il faut ajouter une réalisation nouvelle très importante : Le C.T.L.V.J. ouvre en juillet 1963 un centre de jeunes dans l'île de Losinj, à proximité de Zadar.

Le centre de Mali Losinj recevra surtout les adolescents et les jeunes. Il offrira aux collectivités de nouveaux avantages : transport raccourci : en chemin de fer jusqu'à Trieste, bateau jusqu'à Losinj ; tarif économique : 375 F pour 2 semaines (voyage, séjour et activités nautiques compris) ; excursions à Rab, île Susak, île Ilovik et la vieille ville d'Osor.

LIVRES ACHAT COMPTANT DOMICILE

Bugnard, 29, rue Durantin Paris - ORN. 41-25

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV^e) Tél. : SUP 19-20

Rédaction : 8, rue Henner Paris (IX^e) Tél. : PIG 66-21

Publicité : Geneviève Mesgulche 6, Avenue du Maine Paris-14^e Tél. : LIT 19-39.

Pub. Littéraire : 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

3 mois	7,5 F
6 mois	15 F
1 an	28 F
Soutien	50 F

Directeur-Gérant de la publication : Roger CERAT

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A. 57-61, rue La Fayette Paris (9^e)

FOUDROYE

d'Antoine Bourseiller

ANTOINE BOURSEILLER, au Studio des Champs-Élysées, achève un bail qui nous aura au moins affirmé ses talents réels de metteur en scène en animant une pièce qu'il a écrite : Foudroyé.

Dans l'interview recueillie par Claude Sarraute pour Le Monde, il la résumait ainsi : « Un jeune homme tue un dictateur, devient un héros national, un mythe malgré lui. Le gouvernement s'empare de sa personne, de son âme, en fait un robot. Il n'a plus le droit de vivre sa vie... il est soumis à différentes dictatures : la dictature privée (l'amour), la dictature nationale (la politique), la dictature universelle (la guerre et ses conséquences). A relire cette évocation, elle présente, somme toute, une cohérence. Bon, se dit-on, nous voilà une fois devant le cas d'une révolte individuelle, et le spectacle de l'homme s'insurgeant contre l'Ordre en vaut bien d'autres. Las ! D'abord, la pièce se déroule dans un café et ce sont de longs monologues qui vont nous livrer cette situation.

Ensuite, il nous est restitué dans un pathos verbeux d'une confusion affligeante. Enfin tout cela débouche dans une métaphysique jumeuse comme elles le sont habituellement. Décidément Antoine Bourseiller n'a pas, avec ce coup d'essai, atteint le but qu'il escomptait. Disons même qu'il nous inquiète.

Les Ballets Contemporains

LA même semaine, « Les Ballets Contemporains » apparaissent sur les affiches du théâtre Récamier. Lorsqu'on a en mémoire la situation démentielle dans laquelle se débat la danse, rien que pour avoir osé présenter un spectacle on applaudirait à l'initiative. Il y en a d'autres. La jeunesse de la troupe, la virtuosité technique de ses membres, leur volonté de se dégager totalement des canons académiques, du rond de jambe « harmonieux » digne des distributions de prix pour rosières toujours à l'honneur à l'Opéra national et de Paris, tout cela contribuait au succès. Karin Wachner, animatrice de cet ensemble, a rassemblé autour d'elle une poignée de bons « sujets » venus d'Argentine, d'Allemagne, se réclamant des techniques modernes allemande et américaine. Quatre chorégraphes se partageaient la soirée. Jean Bouffort signait Le Mur et dansait un personnage un peu trop sorti du théâtre de Bourseiller pour mon goût. Sec et trop sûr de lui. Karin Wachner, trois ballets dont le plus intéressant était sans doute Prisme parce que ramené à l'essentiel.

Mais surtout Ingeborg Liptay : dressée sur une jambe, pivotante, jouant des pieds comme de formes géométriques (ne riez pas : ce n'est pas une plaisanterie), elle montrait une danse insolite, rythmique, mais pourtant d'une extraordinaire pulsation. Zizi Jeanmaire peut aller se rhabiller.

E. Copfermann

"TU NE TUERAS POINT"



« Tu ne tueras point » : la peinture du cheminement d'un être

NOUS avons abondamment, et chaleureusement, parlé de ce film lorsqu'il fut terminé, l'an dernier, et qu'il fut aussitôt en butte aux persécutions des officiels français. Nous avons même participé à une campagne de presse destinée à renverser la scandaleuse tendance qui

s'était fait jour jusque dans la presse de gauche et qui visait à démolir ce film persécuté.

Aujourd'hui on peut le voir, et j'y suis allé un peu inquiet. La censure n'avait pu l'autoriser que moyennant coupures ; que restait-il ?

Eh bien ! je n'ai pas exactement en

memoire chaque sequence de la version integrale, et les endroits où il y a des coupures se repèrent le plus souvent (clic, il y a un petit saut dans l'image), mais le film n'en est pas défiguré. Ce qui a sauté, ce sont quelques répliques trop méchantes ; ce qui fait l'intérêt, la force du film, sa structure d'une logique effrayante, sa peinture du cheminement d'un être, passé d'un évangélisme doucereux à un antimilitarisme adulte, tout cela est resté.

Tu ne tueras point : un film à voir, à soutenir.

M. Ranchal.

A LA CINEMATHEQUE :

CHARLOT ET POMPON

LA projection a été interrompue inopinément l'autre soir, au cours de la soirée d'inauguration de la seconde salle de projection de la cinémathèque, au Palais de Chaillot. Mais pour une fois, la censure n'était pas à l'origine de la « coupure ». C'était (seulement) M. Pompidou qui arrivait avec un copieux retard sur l'horaire prévu.

« Par déférence », comme dit si féalement notre distingué confrère « Le Figaro », on ne pouvait laisser notre Premier ministre chercher à tâtons sa place dans le noir... d'autant plus qu'il avait laissé son « guide » habituel à l'Élysée. Les gardes républicains de service, qui n'attendaient que cette occasion, mirent donc sabre au clair, mais à leur honneur il faut dire que ce triste intermède fut promptement exécuté. La projection put donc reprendre avec un festival-digest de 60 ans de cinéma français.

La nouvelle salle de 450 places (angle avenue d'Iéna et avenue Albert-de-Mun) fonctionne sur le même principe que celle de la rue d'Ulm (trois projections par jour : 18 h 30, 20 h 30 et 22 h 30). Pour son premier programme public (des 7 et 8 juin) elle avait d'ailleurs suivi l'exemple de son aînée en présentant un digne hommage à Chaplin (« La Ruée vers l'or », « Les Temps modernes », « Un Roi à New York », « Le Dictateur » et « Limelight »).

Parallèlement aux projections, des expositions cinématographiques seront organisées dans les salles voisines du Palais de Chaillot, premières étapes vers la réalisation d'un musée du Cinéma, auquel M. Malraux attache, à juste titre, un grand intérêt. Une bibliothèque de 10.000 volumes attend déjà les cinéphiles.

Au programme de cette semaine, on nous propose : « A l'Ouest rien de nouveau » (Milestone), « M le Mau-

dit » (F. Lang), « Folies de femmes » (Stroheim), « Dracula », « Citizen Kane », etc. A partir du 17 juin, début d'une grande rétrospective japonaise : on annonce 150 films.

J.-J. V.

CUBA DANS L'ŒIL

Les premières images que vous découvrez en entrant sont celles de la liberté. Une liberté qui a pris le souriant visage de jeunes femmes, belles comme le vent, le soleil ou la mer. Une liberté chèrement acquise contre Batista et sa mafia de gangsters politiques, comme ne tardent pas à vous le rappeler plusieurs panneaux.

En 400 photos, c'est dix ans de la vie du peuple cubain qui vous sont présentés. Des documents ruisselants de lumière et de vérité. Un peuple ardent et joyeux ; fier aussi de ses premières réalisations industrielles, de sa réforme agraire, de sa victoire contre l'analphabétisme et de ses armes brandies à toutes fins utiles, simplement parce que l'envahisseur menace et maraude, chaque jour, à la limite des eaux territoriales.

Ajoutons que l'ensemble, réuni par le journal « Revolución », est rehaussé par une belle toile du peintre surréaliste Wilfredo Lam (1).

J.-J. V.

(1) 44, rue de Rennes, de midi à minuit, jusqu'au 27 juin.

REVUES de CINEMA

Tandis que Cinéma 63 rend compte du festival de Cannes, parle avec justesse de L'Ange Exterminateur et de Joli Mai et donne une filmographie commentée de Georges Cukor, la question du cinéma engagé se situe au milieu des préoccupations d'autres numéros récents de revues de cinéma.

Miroir du Cinéma, qui a élargi son comité de rédaction, se donne pour tâche principale d'animer une conception militante du cinéma. En liaison avec les organisations existantes, syndicales, politiques, culturelles, Miroir du Cinéma s'attache à tous les aspects de cette conception : qu'il s'agisse du cinéma parallèle, de la lutte syndicale, de l'action par le spectacle, de la lutte contre la censure.

A côté de quelques études parfois intéressantes, Contrechamp, revue méditerranéenne, attaque Positif en lui reprochant d'être gauchiste. Positif riposte en soulignant, entre autres choses, la part extrêmement réduite prise par Contrechamp dans le combat militant du cinéma engagé : il est vrai qu'on aime bien, à Contrechamp, les exégèses de Losey ou de Fuller, ce qui est le droit de n'importe qui, mais ne semble pas qualifier particulièrement pour donner des leçons d'orthodoxie...

Enfin, dans le dernier Positif, on trouve des études sur le cinéma cubain (dont un historique, rédigé par le cinéaste cubain Fausto Canel), sur le récent cinéma italien et sur de nombreux festivals.

M. R.

CHANSONS DE LA NOUVELLE RESISTANCE ESPAGNOLE

Oui, ce livre est excellent, il faut l'acheter et le lire. Bon. Mais il n'est qu'un aspect d'une entreprise plus vaste, et fort mal connue en France. Il s'agit des activités du groupe turinois « Italia Canta » (1).

Ce groupe, qui réunit chanteurs, guitaristes, poètes, musicologues, est malheureusement aujourd'hui dispersé ; mais durant les quelques six années de son existence, il a accompli une œuvre très intéressante, et donné un exemple dont on aimerait qu'il soit suivi.

Ils ont pensé, ces Turinois, qui sont communistes ou socialistes, que la chanson populaire pouvait être une bonne chanson, et que la chanson politique n'était pas un genre négligeable. Ils se sont consacrés à écrire, chanter et enregistrer des chansons, et aussi à en recueillir. Ils ont édité des chants algériens, pendant la guerre d'Algérie. Et des chants cubains, et des chants congolais.

Ils ont édité, aussi, les « cantacronache », chansons écrites par eux, ou par des écrivains amis — Fortini, Calvino, petites chansons politiques sur les événements, à mi-chemin entre le cabaret et la satire d'actualité — rien à voir avec nos chansonniers. J'en ai entendu une, comme ça, sur la guerre d'Al-

gérie, de Fausto Amodei : « Qui t'a envoyé soldat — le fusil à la main — qui t'a envoyé mon gars — te fair' tuer si loin... ».

Il y a un poème de Fortini qui dit : « Tous les amours commencent bien — l'amour d'une femme, l'amour d'un métier — et aussi l'amour de la liberté... » Il y a la chanson de Calvino sur les partisans : « Nous avons vingt ans et au-delà du pont — au-delà du pont que tient l'ennemi — il y avait l'autre rive, la vie — tout le bien du monde au-delà du pont... » Il y a des chansons comiques, tendres, cocasses.

Ils sont allés en Espagne recueillir ces chansons, qu'ils ont éditées en disque, et publiées chez Einaudi ; Franco a interdit l'Espagne à Einaudi, et cette année le prix des éditeurs, le prix Formentor, s'est tenu à Corfou et non aux Baléares. C'est ce livre qui est traduit chez Maspéro. Ce sont toujours des gens du groupe Italia Canta qui font paraître régulièrement Il Nuovo canzoniere italiano, le nouveau chansonnier italien, où ils parlent de la chanson politique (aux éditions socialistes de l'Avanti!).

Et l'on se prend à penser : chez nous, il existe des jeunes artistes engagés dans le

théâtre, dans le cinéma, dans la poésie ; il existe le Comité d'action du spectacle, il existe le ciné-club « Action », il existe la revue « Action poétique ». Sur le plan de la chanson, rien. Des musicologues recueillent certaines chansons anciennes, et c'est très bien (la collection Barbier-Vernillat) — peu de gens pensent à en composer de nouvelles.

J'ai bien entendu récemment une « complainte des évadées de la Roquette », sur l'air de la complainte de Fualdes, mais cette bande de magnétophone n'était guère destinée qu'à une circulation entre copains... Non vraiment, il y a là un domaine inexploré en France, où pourtant les mouvements de jeunesse ont souvent donné aux jeunes le goût du chant, de la chanson, pas forcément celle de Johnny ou de Françoise, tels que les prône Nous les garçons et les filles... Des phénomènes comme la vogue de Brassens, ou celle, plus récente, d'Anne Sylvestre, sont pourtant indicatifs. Pour une chanson « de gauche », simple, populaire, il y aurait un public — qui ne recouperait pas forcément celui du twist. Encore faudrait-il s'en occuper...

P.L. Thirard.

(1) Maspéro, éditeur.